JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS ET DECRETS

ARRETÉS, DÉCISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

ABONNEMENTS		ABONNEMENTS ET ANNONCES	ANNONCES ET AVIS DIVERS
Togo, France et autres Pays d'expression française . . 1 an 6 mois		Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'EDITOGO B.P. 891 — Tél. : 37-18 — LOME.	La ligne ..... 80 frs
Ordinaire	1.300 frs 800 frs		minimum ..... 250 frs
Avion	3.300 frs 1.700 frs	Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des quatre trimestres.	Chaque annonce répétée : moitié prix :
Etranger	1 an 6 mois		minimum ..... 250 frs
Ordinaire	1.600 frs 900 frs	Les abonnements et annonces sont payables d'avance.	Direction, Rédaction et Administration :
Avion	3.750 frs 2.300 frs		Cabinet du Président de la République
Prix du numéro	Au comptant à l'imprimerie : 75 frs		Téléphone 27-01 — LOME
	Par porteur ou par poste :		
	Togo, France et autres Pays d'expression française ..... 90 frs		
	Etranger : Port en sus.		

SOMMAIRE

ACTES DU COMITE

DE RECONCILIATION NATIONALE

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

PRESIDENCE DU COMITE

1967	
16 janv. — Décret n° 67-10 chargeant M. LAMBONY Barthéjémy, membre du Comité de Réconciliation Nationale de l'intérim de M. Mivedor Alex, membre dudit Comité	70
18 janv. — Décret n° 67-11 accordant un congé à un ancien ministre	70
19 janv. — Décret n° 67-12 portant nomination du chef du corps des gardiens de circonscription	65
19 janv. — Décret n° 67-13 fixant la date de fermeture de la campagne d'achat pour le kapok de la récolte 1966	65
19 janv. — Décret n° 67-14 portant modification des statuts de la société togolaise d'hôtellerie	65
20 janv. — Décret n° 67-15 portant désignation du secrétaire général du Comité de Réconciliation Nationale	68
20 janv. — Décret n° 67-16 relatif à la situation financière des membres de l'ancien gouvernement, des secrétaires généraux, directeurs et attachés de cabinet, des députés, des chefs de circonscription et chefs de postes administratifs, fonctionnaires et agents de l'Etat	68
21 janv. — Décret n° 67-17 portant amnistie individuelle....	71
21 janv. — Décret n° 67-18 portant amnistie individuelle ..	71

24 janv. — Décret n° 67-19 portant création d'une commission et désignation des membres chargés de la vérification de la gestion des biens publics, des avoirs et comptes des personnalités politiques du régime issu du coup d'Etat militaire du 13 janvier 1963	69
25 janv. — Décret n° 67-20 portant nomination de chefs de circonscription	69
26 janv. — Décret n° 67-21 abrogeant les dispositions du décret n° 65-192 du 27 décembre 1965 portant création d'une commission chargée d'étudier les propositions d'intégration dans les diverses hiérarchies de l'administration	70
26 janv. — Décret n° 67-22 définissant les compétences ministérielles en matière de recrutement, d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel	70
1967	
26 janv. — Arrêté n° 11/PCRN rapportant l'arrêté n° 196/PR/MFP du 29 novembre 1965 portant intégration à titre exceptionnel	71
Décisions rapportant de précédentes décisions constatant démission et rectificatif à un précédent arrêté fixant l'indemnité de fonctions des secrétaires de chefs de canton	71

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

1967	
12 janv. — Décision n° 36-D/MFE/MF/F portant autorisation de paiement d'une somme au nom du trésorier-payeur du Togo	72

12 janv. — Décision n° 37-D/MFE/MF/F portant autorisation de paiement d'une somme au nom du trésorier-payeur du Togo	72
12 janv. — Décision n° 38-D/MFE/MF/F portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'agent comptable du BEPTOM à Paris	72
24 janv. — Décision n° 56-D/MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'Office Inter-Etats du tourisme africain (OIETA)	72
24 janv. — Décision n° 58-D/MFE/MF/AHE portant autorisation de paiement d'une somme au profit du gouvernement du Dahomey	73
24 janv. — Arrêté n° 7/MFE/MF/CR portant concession de pensions de veuve et d'orphelin de l'adjudant Eklou Comlan Etienne	73
24 janv. — Arrêté n° 8/MFE/MF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Dovey Adamah Robert	73
24 janv. — Arrêté n° 9/MFE/MF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Agbalou Soulé Falana	73
24 janv. — Arrêté n° 10/MFE/MF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Kalipe Alphonse	74
24 janv. — Arrêté n° 11/MFE/MF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Aghey Antoine	74
24 janv. — Arrêté n° 12/MFE/MF/CR accordant une majoration pour famille nombreuse à M. Ape-té Martin	74
24 janv. — Arrêté n° 13/MFE/MF/CR portant révision de la pension de retraite de M. Plinn C. Raphaël	74
24 janv. — Arrêté n° 14/MFE/MF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Ahoye Aquérébourou Léonard	75
24 janv. — Arrêté n° 15/MFE/MF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Gafon Tos-sou	75
24 janv. — Arrêté n° 16/MFE/MF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Abbey Kouévi Albert	75
24 janv. — Arrêté n° 17/MFE/MF/CR portant annulation de l'article 2 de l'arrêté n° 96/VP/MFE/MF/CR du 7 mars 1966 accordant une rente d'invalidité temporaire au gendarme Atikla Koffi Ambroise	75
24 janv. — Arrêté n° 18/MFE/MF/CR portant concession de pensions de veuve et d'orphelin de M. d'Almeida Ayitey Jean	76
24 janv. — Arrêté n° 19/MFE/MF/CR portant concession d'une pension militaire de retraite à l'adjudant-chef Tomdjana Thomas	76
24 janv. — Arrêté n° 20/MFE/MF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Kpele Robert	76
24 janv. — Arrêté n° 21/MFE/MF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Sossou François	76
24 janv. — Arrêté n° 22/MFE/MF/CR accordant une majoration pour famille nombreuse à M. Gnassounou Dossou Richard	77
24 janv. — Arrêté n° 23/MFE/MF/CR portant concession d'une pension militaire de retraite au gendarme Bayaou Bitoko	77

25 janv. — Arrêté n° 24/MFE/MF/FO portant prorogation des crédits — exercice 1966	72
Décisions portant nominations et engagements.	77

MINISTERE DE LA JUSTICE, GARDE DES SCEAUX

1967

24 janv. — Arrêté n° 1/MJ portant désignation d'un représentant de l'Etat en justice	78
25 janv. — Arrêté n° 2/MJ portant désignation d'un représentant de l'Etat en justice	78
Décisions portant acceptation de démission, engagements et rectificatif à une précédente décision portant engagement	78

MINISTERE DE L'INTERIEUR

1967

19 janv. — Arrêté n° 9/INT portant interdiction de séjour aux nommés Odouseyi Thompson William, Somissou Messan, Nassi Noukoudou-dji Firmin, Garba Balabé et Garba Ma-man Ahmadou	79
23 janv. — Arrêté n° 11/INT portant modification et création de centres d'état-civil	78
Arrêté et décisions portant affectations et engagement	79

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DES TRANSPORTS, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

1967

23 janv. — Décision n° 15-D/MTP/PT portant nomination du receveur principal des postes et télécommunications du Togo	80
Décision portant octroi d'allocation viagère	80

MINISTERE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Arrêtés et décisions portant intégrations, titularisations, affectations, rappel à l'activité, abaissement d'échelon, suspension de fonctions, admission à la retraite, licenciement et rectificatifs à de précédents arrêtés portant intégration et admission à la retraite	80

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

1967

21 janv. — Arrêté n° 8/MEN déterminant les conditions dans lesquelles certains instituteurs peuvent exercer les fonctions de conseillers pédagogiques	83
Décisions portant engagements.	84

MINISTERE DE L'ECONOMIE RURALE

Décision portant nomination.	84

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

Décisions portant affectation et reprise de service.	84

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Conservation de la propriété foncière (avis de demande d'immatriculation et de bornage)	84
Nécrologie.	90

ACTES DU COMITE
DE RECONCILIATION NATIONALE

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

PRESIDENCE DU COMITE

DECRET N° 67-12 du 19-1-67 portant nomination du chef du corps des gardiens de circonscription.

LE PRESIDENT DU COMITE
DE RECONCILIATION NATIONALE,

Vu l'ordonnance no 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu les lois 63-7 du 17 juillet 1963 et 64-26 du 31 octobre 1964 portant statut général des personnels militaires ;

Vu le décret no 66-203 du 17 novembre 1966 portant création du corps des gardiens de circonscription ;

Vu la décision no 170-D-PR/MDN du 28 septembre 1965 portant détachement de personnel militaire,

DECRETE :

Article premier — Le lieutenant Kota Benoît, détaché au ministère de l'intérieur, est nommé chef du corps des gardiens de circonscription pour compter de sa date de prise de service.

Art. 2 — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 19 janvier 1967.

Colonel K. Dadjo

DECRET N° 67-13 du 19-1-67 fixant la date de fermeture de la campagne d'achat pour le kapok de la récolte 1966.

LE PRESIDENT DU COMITE
DE RECONCILIATION NATIONALE,

Vu l'ordonnance no 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu la loi no 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'Office des Produits Agricoles du Togo ;

Vu le décret no 66-92 du 10 mai 1966 fixant la date d'ouverture de la campagne d'achat, les prix à payer au producteur et les conditions d'intervention de l'Office des Produits Agricoles du Togo pour le kapok de la récolte 1966 ;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et du tourisme,

DECRETE :

Article premier — La date de fermeture de la campagne d'achat du kapok de la récolte 1966 est fixée au 6 janvier 1967.

Art. 2 — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise et, vu l'urgence, diffusé par voie de presse, de radio et d'affichage.

Lomé, le 19 janvier 1967.

Colonel K. Dadjo

DECRET N° 67-14 du 19-1-67 portant modification des statuts de la société togolaise d'hôtellerie.

LE PRESIDENT DU COMITE
DE RECONCILIATION NATIONALE,

Vu l'ordonnance no 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu le décret no 63-122 du 20 septembre 1963 portant abrogation du décret no 63-80 du 6 juillet 1963 et définition des attributions du ministre du commerce, de l'industrie et du tourisme ;

Vu l'arrêté no 60-PM du 19 mars 1960 autorisant la constitution d'une société d'économie mixte dite « Société Togolaise d'Hôtellerie »,

DECRETE :

Article premier — Les statuts de la société togolaise d'hôtellerie approuvés par arrêté no 60-PM du 19 mars 1960 sont remplacés par les nouveaux statuts annexés au présent décret.

Art. 2 — Le ministre du commerce, de l'industrie et du tourisme est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 19 janvier 1967.

Colonel K. Dadjo.

SOCIÉTÉ TOGOLAISE D'HOTELLERIE

Société d'Economie Mixte

au Capital de 25.000.000 de Frs CFA

Siège social: Lomé (Togo)

STATUTS

TITRE PREMIER

Définition

Article premier — Il est créé une Société d'Economie Mixte dite Société Togolaise d'Hôtellerie « STH » régie par les dispositions des présents statuts.

Art. 2 — La STH est dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Elle exerce son activité conformément aux lois et usages du commerce.

TITRE II

Siège social

Art. 3 — La STH a son siège social à Lomé, Hôtel « Le Bénin ». Il peut être transféré en tout autre lieu du territoire par décision du conseil d'administration.

TITRE III

Objet

Art. 4 — La Société Togolaise d'Hôtellerie a pour objet : la gestion et l'exploitation :

1) de l'hôtel « Le Bénin » et des établissements annexes (bar-restaurant de l'aéroport, magasin hors taxes de l'aéroport etc...).

2) d'autres établissements hôteliers que la société peut construire ou dont la gestion peut lui être confiée.

TITRE IV

Capital social — Actions — Obligations

Art. 5 — Le capital social est fixé à vingt-cinq (25) millions de Frs CFA divisé en 2.500 actions de 10.000 Frs chacune.

Art. 6 — Le capital social peut être augmenté, en une ou plusieurs fois par la création d'actions nouvelles, en représentation d'apports en nature ou en espèce, par la transformation en actions de réserves disponibles ou par autre moyen en vertu d'une délibération du conseil d'administration approuvée par décret.

Le conseil d'administration peut aussi proposer la réduction du capital social.

Art. 7 — En rémunération de leurs apports respectifs, il est attribué à l'Etat 2.000 actions pour 20 millions de Frs CFA et à la Chambre de Commerce, d'Agriculture et d'Industrie 500 actions pour 5 millions de Frs CFA.

Art. 8 — Les actions détenues par l'Etat ne pourront être cessibles que jusqu'à concurrence de 20%.

Art. 9 — La société pourra contracter des emprunts par voie d'émission d'obligations ou de bons, avec ou sans garantie ou nantissement sur les biens mobiliers dépendant de l'actif social et avec ou sans hypothèque sur les immeubles sociaux. Ces emprunts ne pourront être émis qu'après approbation par décret.

TITRE V

Administration

Art. 10 — La société est administrée par un conseil d'administration composé de 5 membres à raison d'un administrateur par 500 actions :

— 1 membre désigné par la Chambre de Commerce ;

— 4 membres nommés par le Président de la République.

Trois des membres nommés par le Président de la République le sont sur les propositions respectives du ministre du commerce, de l'industrie et du tourisme, du ministre des finances et de l'économie et du bureau de l'assemblée nationale.

Le président est élu par le conseil d'administration. Il entre en fonction après approbation du ministre de tutelle ; un vice-président est également désigné dans les mêmes formes.

Un secrétaire du conseil d'administration peut être pris en dehors des membres du conseil.

Le président et les membres seront nommés pour deux ans.

Les membres du conseil d'administration qui cessent de représenter la personne morale ou d'appartenir au ministère qui les a désignés ou à l'assemblée nationale, doivent être remplacés.

Le Président de la République désigne un commissaire du gouvernement qui assiste obligatoirement aux séances du conseil d'administration.

Les fonctions du commissaire du gouvernement consistent notamment à veiller à ce que les décisions prises par le conseil ne soient pas contraires à l'intérêt national.

Le commissaire du gouvernement a les plus larges pouvoirs d'investigation notamment pour l'examen de tous les documents de la société. Il ne peut en aucun cas suspendre l'application des décisions du conseil. Il fait rapport au Président de la République et aux ministres intéressés pour présenter ses observations.

Art. 11 — Le conseil ne peut valablement délibérer que si le nombre des membres présents est au moins de trois.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents. Elles sont constatées par l'inscription d'un procès-verbal sur un registre ad'hoc. Chaque procès-verbal est signé par le président.

En cas de partage de voix, celle du président est prépondérante.

Le conseil se réunit sur la convocation de son président au moins une fois par trimestre. Il se réunit également lorsque trois membres ou le commissaire du gouvernement le demandent.

Le directeur de la société et les commissaires aux comptes peuvent assister aux réunions du conseil avec voix consultatives.

Art. 12 — Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société, accomplir ou autoriser tous les actes et opérations relatives à son objet et pour représenter la société vis-à-vis de toutes administrations, de toutes organisations nationales ou internationales et de toutes personnes.

Il a notamment les pouvoirs suivants dont l'énumération n'est pas limitative mais purement énonciative.

Il propose la rémunération du directeur.

Il passe et autorise tous traités ou marchés rentrant dans l'objet de la société.

Il demande, accepte, retrocède, modifie et même résilie toutes dotations, toutes concessions, prend part à toutes adjudications, fournit tous cautionnements ou en opère le retrait.

Il autorise toutes acquisitions, tous retraits, transferts, transports et aliénations de fonds, rentes, créances, échus ou à échoir, biens et valeurs quelconques appartenant à la société et ce, avec ou sans garantie.

Il consent, accepte et résilie tous baux et locations avec ou sans promesse de vente.

Il décide et réalise toutes acquisitions, tous échanges de biens et droits immobiliers, ainsi que la vente de ceux qu'il juge inutiles.

Il fait toutes constructions, aménagements et installations ainsi que tous travaux.

Il discute et arrête tous comptes, toutes les sommes dues à la société et paie celles qu'il doit.

Il donne et reçoit toutes quittances et décharges.

Il se fait ouvrir et fait fonctionner tous comptes et chèques ainsi que tous comptes-courants dans toutes banques, caisses publiques ou privées, détermine toutes conditions et fonctionnement des dits comptes, y dépose toutes sommes, titres et valeurs et en effectue le retrait.

Il peut tirer, endosser, accepter, avaliser tous traités ou effets de commerce, signer et endosser tous chèques, signer tous récépissés, donner tous émargements, faire et accepter tous virements.

Il cautionne et avalise.

Il prend en locations des coffres dans toutes banques, y effectue ou en retire tous dépôts.

Il règle l'emploi de tous fonds disponibles.

Il accepte toutes ouvertures de crédits ou autres moyens de crédit en usage dans les entreprises industrielles et ce, aux conditions de son choix, avec ou sans hypothèques ou autres garanties sur ses biens.

Il procède à tous emprunts aux taux, charges et conditions qu'il juge convenables, par voie d'émission de bons ou d'obligations avec ou sans hypothèques ou autres garanties, sous réserve de l'approbation prévue à l'article 8 ci-dessus.

Il intéresse la société dans toutes associations, participations constituées ou en formation par voie de souscriptions, apports, espèces; achats d'actions, droits sociaux ou titres quelconques.

Il fonde ou concourt à la fondation de toutes sociétés et y fait tous apports.

Il autorise et suit toutes actions judiciaires devant juridictions tant en demandant qu'en défendant.

Il autorise tous traités, compromis, transactions, acquiescements, désistements, ainsi que toutes délégations, antériorités et subrogations avec ou sans garantie et toute main levée d'inscription, de saisie, d'opposition, avant ou après paiement.

Il établit l'état prévisionnel des recettes et des dépenses.

Il arrête les comptes et fait un rapport sur ses comptes ainsi que sur les activités et la situation de la société. Ces documents y compris l'état prévisionnel des recettes et des dépenses, sont adressés au ministre de tutelle pour être soumis au conseil des ministres.

Le président du conseil d'administration

Art. 13 — Le président du conseil d'administration assure sous sa responsabilité la direction générale de la société.

Le conseil d'administration délègue au président et au directeur les pouvoirs nécessaires à l'exercice de leurs fonctions. Il peut en outre conférer des pouvoirs limités à telle personne que bon lui semble.

Le directeur

Art. 14 — Le directeur est nommé par décret sur proposition du ministre de tutelle.

La rémunération du directeur est fixée par arrêté du ministre de tutelle sur proposition du conseil d'administration.

Sous la responsabilité du président, le directeur assure la gestion effective des affaires de la société.

Le président et le directeur peuvent consentir des délégations partielles de pouvoirs à des membres du personnel pour la gestion courante de la société.

Responsabilité des administrateurs

Art. 15 — Les administrateurs ne contractent à raison de leur gestion aucune obligation personnelle ni solidaire relativement aux engagements de la société.

Les conventions entre la société et l'un de ses administrateurs ou entre la société et une entreprise dont l'un des administrateurs de la société est propriétaire, associé ou non, gérant ou administrateur ne peuvent intervenir que dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Il est interdit aux administrateurs de contracter sous quelque forme que ce soit des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers des tiers.

Les membres du conseil d'administration y compris le président sont responsables de leur gestion conformément aux lois en vigueur.

Les administrateurs ont droit au remboursement de leurs frais de déplacement.

TITRE VI

Etat de prévisions — Inventaire — Bénéfice — Réserve

Art. 16 — L'année sociale commence le 1er janvier et finit le 31 décembre.

Il est établi chaque année par le conseil d'administration un état prévisionnel, un inventaire, un bilan, un compte de pertes et profits.

L'inventaire, le bilan, le compte d'exploitation, le compte de pertes et profits sont mis à la disposition des commissaires aux comptes le neuvième jour au plus tard après la clôture de l'exercice.

Art. 17 — L'inventaire, le bilan, le compte d'exploitation et le compte de pertes et profits approuvés par le conseil d'administration au plus tard deux mois après la clôture de l'exercice, sont soumis à l'approbation du ministre de tutelle. Faute de réponse dans un délai de trente jours francs, l'approbation est réputée acquise.

Art. 18 — Les produits constatés par l'inventaire après déduction des dépenses et charges d'exploitation, des frais généraux, des charges financières, des amortissements, des prélèvements nécessaires pour la constitution d'un fonds de renouvellement constituent le bénéfice net.

TITRE VII

Commissaires aux comptes

Art. 19 — Auprès de la société sont placés un ou deux commissaires aux comptes remplissant les conditions légales et nommés par le conseil d'administration.

Le ou les commissaires aux comptes exécutent leur mission selon les obligations en vigueur.

Ils procèdent au moins une fois par an et à la requête du commissaire du gouvernement, à une vérification de caisse et de comptabilité effectuée à l'improviste.

Ils adressent leur rapport au conseil d'administration. En cas de désaccord, chacun d'eux peut présenter un rapport séparé.

En cas de décès, refus, démission ou empêchement de un ou de deux commissaires, il est procédé d'urgence à la nomination d'un ou deux nouveaux commissaires dans les conditions définies ci-dessus.

Le ou les commissaires ont droit à une rémunération annuelle fixée par le ministre de tutelle sur proposition du conseil d'administration.

TITRE VIII

Autorité de tutelle

Art. 20. — La Société Togolaise d'Hôtellerie est placée sous la tutelle du ministre du commerce, de l'industrie et du tourisme.

Il reçoit copie des délibérations du conseil d'administration.

Le ministre de tutelle peut, le cas échéant, provoquer une réunion du conseil d'administration. Il peut également, dans les huit jours qui suivent toute délibération du conseil d'administration, demander un nouvel examen de la question débattue.

Le ministre de tutelle peut dans les huit jours suivant la nouvelle délibération du conseil d'administration sollicitée par lui, demander qu'il soit sursis aux décisions prises.

Il rend compte immédiatement de son intervention au conseil des ministres.

Art. 21. — Les présents statuts remplacent ceux approuvés par l'arrêté n° 60-PM du 19 mars 1960.

DECRET N° 67-15 du 20 janvier 1967 portant désignation du secrétaire général du Comité de Réconciliation Nationale.

LE PRESIDENT DU COMITE
DE RECONCILIATION NATIONALE,

Vu l'ordonnance no 1 en date du 14 janvier 1967 relative à la constitution du Comité de Réconciliation Nationale ;

Vu l'ordonnance no 2 du 14 janvier 1967 portant désignation des membres du Comité de Réconciliation Nationale ;

Le Comité de Réconciliation Nationale entendu,

DECRETE :

Article premier. — M. Pierre Adossama est nommé secrétaire général du Comité de Réconciliation Nationale.

Art. 2 — Le secrétaire général du Comité de Réconciliation Nationale est chargé de toutes les attributions relatives au département des Affaires Etrangères. Il peut enfin recevoir délégation pour toutes les affaires dont le Président du Comité désire le charger.

Art. 3 — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 20 janvier 1967.

Colonel K. Dadjo.

DECRET N° 67-16 du 20 janvier 1967 relatif à la situation financière des membres de l'ancien gouvernement, des secrétaires généraux, directeurs et attachés de cabinet, des députés, des chefs de circonscription et chefs de postes administratifs, fonctionnaires et agents de l'Etat.

LE PRESIDENT DU COMITE
DE RECONCILIATION NATIONALE,

Vu les ordonnances nos 1 et 2 du 14 janvier 1967 ;
Sur proposition du membre du Comité de Réconciliation Nationale chargé des finances et de l'économie,

DECRETE :

Article premier — Les membres de l'ancien gouvernement, les secrétaires généraux, directeurs et attachés de cabinet, les députés, les chefs de circonscription et chefs de postes administratifs conservent le bénéfice de leurs indemnités jusqu'au 31 janvier 1967.

Art. 2 — Les fonctionnaires et agents de l'administration détenus lors des événements du 21 novembre 1966 conservent l'intégralité de leurs traitements ou salaires durant la période de leur détention.

Art. 3. — Les fonctionnaires et agents de l'administration en fuite lors des événements du 21 novembre 1966 perdent le bénéfice de leurs traitements ou salaires pendant toute la période de leur absence.

Art. 4 — Le membre du Comité de Réconciliation Nationale responsable des finances et de l'économie est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise, communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 20 janvier 1967.

Colonel K. Dadjo.

Par le Président du Comité de Réconciliation Nationale :

Le membre du Comité de Réconciliation Nationale chargé des finances et de l'économie,

B. Bédou

DECRET N° 67-19 du 24-1-67 portant création d'une commission et désignation des membres chargés de la vérification de la gestion des biens publics, des avoirs et comptes des personnalités politiques du régime issu du coup d'Etat militaire du 13 janvier 1963.

LE PRESIDENT DU COMITE
DE RECONCILIATION NATIONALE,

Vu les ordonnances nos 1 et 2 du 14 janvier 1967 ;
Sur proposition du membre du Comité de Réconciliation Nationale chargé des finances et de l'économie ;
Le Comité de Réconciliation Nationale entendu,

DECRETE :

Article premier. — Il est créé une commission chargée de la vérification de la gestion des biens publics, des avoirs et comptes des personnalités politiques du régime issu du coup d'Etat militaire du 13 janvier 1963.

Pour l'accomplissement de sa mission, ladite commission est investie de pleins pouvoirs par le Comité de Réconciliation Nationale.

Art. 2. — Sont désignées comme membres de ladite commission, les personnalités ci-après :

Président :

Lieutenant Comlan Paul — directeur de la sûreté nationale.

Membres :

MM. Améga Louis — magistrat
Kinvi Bernard — chef de l'inspection des services administratifs et financiers p.i.
Dogbé Edmond — chef du service des domaines, de l'enregistrement, du timbre et de la conservation foncière.
d'Almeida Pedro — directeur général-adjoint de l'union togolaise de banque.
Tahoulan Antoine — chef de service p.i. des contributions directes.

Art. 3. — Le membre du Comité de Réconciliation Nationale responsable des finances et de l'économie est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 24 janvier 1967.

Colonel K. Dadjo.

Par le Président du Comité de Réconciliation Nationale :

Le membre du Comité de Réconciliation Nationale chargé des finances et de l'économie,

B. Bédou

DECRET N° 67-20 du 25-1-67 portant nomination de chefs de circonscription.

LE PRESIDENT DU COMITE
DE RECONCILIATION NATIONALE,

Vu les ordonnances nos 1 et 2 du 14 janvier 1967 portant notamment abrogation de la constitution et institution et composition du Comité de Réconciliation Nationale ;

Vu les nécessités du service ;

Sur proposition du membre du Comité de Réconciliation Nationale responsable du ministère de l'intérieur ;

Le Comité de Réconciliation Nationale entendu,

DECRETE :

Article premier. — Il est mis fin aux fonctions de tous les chefs de circonscription en service au 24 janvier 1967.

Art. 2 — Sont nommées chefs des circonscriptions ci-après, les personnes dont les noms suivent :

— Lomé : Dosseh Georges, secrétaire d'administration 1re classe 2e échelon.

— Anécho : Wilson Raymond, attaché d'action. 2e classe 2e échelon.

— Tabligbo : Kodjovi Gaspard, attaché d'action. 2e classe 2e échelon.

— Tsévié : Boukpassi Martin, commis d'action. ppal. de classe exceptionnelle.

— Klouto : Bassa Jacques, attaché d'action. 2e cl. 1er échelon.

— Akposso : Akoutan Emmanuel, secrétaire d'administration 2e classe 2e échelon.

— Atakpamé : Bodjona Antoine, attaché d'action. 2e classe 2e échelon.

— Nuatja : Kéglo Simon, secrétaire d'action. 2e cl. 4e échelon.

— Sokodé : Agba Marcel, secrétaire d'action 1re classe 3e échelon.

— Bassari : Bonfoh Boukari, adjoint aditif. 1re cl. 3e échelon.

— Bafilo : Barandao Jean-Marie, attaché action. 2e classe 1er échelon.

— Lama-Kara : Télou Alexandre, secrétaire d'administration 1re classe 3e échelon.

— Pagouda : Napo Sebou, attaché d'action. 1re cl. 1er échelon.

— Niamtougou : Agbétété Paul, commis d'administration principal 2e échelon

— Kandé : Manfah Wallace, adjoint technique d'agriculture 2e classe 3e échelon

— Mango : Kpohou Ali Toussaint, adjoint administratif 2e cl. 3e échelon

— Dapango : Rinklif Jean, ingénieur adjoint d'élevage, 3e classe 4e échelon

Art. 3 — M. Monsila Pierre, professeur technique adjoint 2e classe, 2e échelon est nommé chef du poste administratif de Sotouboua, en remplacement de M. Agbélété Paul, appelé à d'autres fonctions.

Art. 4 — Le présent décret, qui prendra effet pour compter de la date de sa signature, sera publié au *Journal officiel* de la République et, vu l'urgence, diffusé par voie de presse et de radio.

Lomé, le 25 janvier 1967.

Colonel K. Dadjo.

Par le Président du Comité de Réconciliation Nationale :

Le membre du comité responsable du ministère de l'intérieur,

B. Malou

DECRET No 67-21 du 26-1-67 abrogeant les dispositions du décret numéro 65-192 du 27 décembre 1965.

LE PRESIDENT DU COMITE
DE RECONCILIATION NATIONALE,

Vu les ordonnances nos 1 et 2 du 14 janvier 1967 ;

Sur proposition du membre du Comité de Réconciliation Nationale chargé du travail, des affaires sociales et de la fonction publique,

DECRETE :

Article premier — Le décret numéro 65-192 du 27 décembre 1965 portant création d'une commission chargée d'étudier les propositions d'intégration dans les diverses hiérarchies de l'administration est et demeure abrogé.

Art. 2 — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 26 janvier 1967.

Colonel K. Dadjo,

Par le Président du Comité de Réconciliation Nationale :

Le membre du Comité de Réconciliation Nationale chargé du travail, des affaires sociales et de la fonction publique,

B. Djobo

Le membre du Comité de Réconciliation Nationale chargé des finances et de l'économie,

B. Bédou

DECRET No 67-22 du 26-1-67 définissant les compétences ministérielles en matière de recrutement, d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel.

LE PRESIDENT DU COMITE
DE RECONCILIATION NATIONALE,

Vu les ordonnances nos 1 et 2 du 14 janvier 1967 ;

Vu la loi no 58-66 du 1er décembre 1958 portant statut général des fonctionnaires de la République togolaise ;

Vu le décret no 64-15 du 14 février 1964 définissant les compétences ministérielles en matière d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

Sur proposition du membre du Comité de Réconciliation Nationale chargé du travail, des affaires sociales et de la fonction publique,

DECRETE :

Article premier — Les dispositions du décret numéro 64-15 du 14 février 1964 susvisé définissant les compétences ministérielles en matière d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel sont abrogées et remplacées par les suivantes.

Art. 2 — Le ministre de la fonction publique est chargé de veiller à l'application du statut de la fonction publique.

Il procède, sur proposition des ministres intéressés, à l'étude et à la préparation des textes réglementant la gestion et l'administration des personnels.

Il procède au recrutement des fonctionnaires sur proposition du ministre intéressé et conformément aux conditions d'accession aux divers emplois.

Il est chargé de la gestion des personnels.

Il les met conformément aux règles qui régissent les différents cadres à la disposition des ministres qui les administrent pour emploi.

Il tient à jour la documentation d'ensemble et les statistiques concernant la fonction publique. A cet effet, toute décision ministérielle prise à l'égard d'un fonctionnaire lui est notifiée.

Art. 3 — Le ministre de la fonction publique procède, sur proposition des ministres intéressés, au recrutement du personnel permanent, auxiliaire ou contractuel.

Il est chargé de la gestion de ce personnel et le met à la disposition des différents ministères pour emploi.

Le recrutement de nouveaux agents ne peut intervenir que dans la limite des effectifs prévus chaque année par la loi de finances, après justification de la nécessité absolue de la création de l'emploi, constatation de l'impossibilité de pourvoir à cet emploi par un réaménagement des effectifs et accord du ministre des finances.

Art. 4. — Les ministres intéressés procèdent au recrutement du personnel journalier; ils en assurent l'administration et la gestion.

Art. 5 — Le membre du Comité de Réconciliation Nationale chargé de la fonction publique et les membres du Comité intéressés sont chargés de l'exécution du présent décret qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, et qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 26 janvier 1967.

Colonel K. Dadjo.

Par le Président du Comité de Réconciliation Nationale :

Le membre du Comité de Réconciliation Nationale chargé du travail, des affaires sociales et de la fonction publique,

B. Djobo

Le membre du Comité de Réconciliation Nationale chargé des finances et de l'économie,

B. Bédou

Intérim

Par décrets du Président du Comité de Réconciliation Nationale :

N° 67-10 du 16-1-67 — Durant l'absence de M. Miyedor Alex, membre du Comité de Réconciliation Nationale chargé du département des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications et de l'économie rurale, l'intérim sera assuré par M. Lambio ny Barthélémy, membre dudit Comité chargé du département de l'éducation nationale.

Congé

N° 67-11 du 18-1-67 — Un congé spécial de 30 jours est accordé à M. Adossama Pierre dont la démission avait été acceptée de l'ancien Gouvernement.

Ce congé partira du 19 novembre 1966, jour de l'acceptation de la démission de M. Adossama.

Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Amnistie individuelle

N° 67-17 du 21-1-67 — Le bénéfice de l'amnistie est accordé à Eklou Kodjo Daniel, né vers 1935 à Anécho, fils de Eklou et de Mégnawo, condamné le 12 août 1964, par le tribunal correctionnel de Lomé, à la peine de six mois d'emprisonnement et 20.000 francs d'amende, pour homicides et blessures involontaires.

Le garde des sceaux, ministre de la justice et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

N° 67-18 du 21-1-67 — Le bénéfice de l'amnistie est accordé à Attisso Ecoué Charles Kokou, né le 11 novembre 1936, à Togoville, circonscription d'Anécho, fils de feu Attisso Fionou et de Ayewa Ananou, condamné le 28 février 1958, par la cour d'assises, à la peine de 2 ans d'emprisonnement, pour attentat à la pudeur.

Le garde des sceaux, ministre de la justice et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

ARRETE N° 11-PCRN du 26 janvier 1967 rapportant l'arrêté numéro 196-PR-MFP du 29 novembre 1965,

LE PRESIDENT DU COMITE
DE RECONCILIATION NATIONALE,

Vu les ordonnances nos 1 et 2 du 14 janvier 1967 ;

Vu la loi n° 58-66 du 1er décembre 1958 portant statut général des fonctionnaires de la République togolaise ;

Vu le décret n° 61-61 du 21/7/61 fixant les modalités d'application du statut général des fonctionnaires,

A R R E T E :

Article premier — Est et demeure rapporté l'arrêté numéro 196-PR-MFP du 29 novembre 1965 portant intégration à titre exceptionnel.

Art. 2 — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 26 janvier 1967

Cl. Kléber Dadjo

Par le Président du Comité de Réconciliation Nationale:

Le membre du Comité de Réconciliation Nationale chargé du travail, des affaires sociales et de la fonction publique,

B. Djobo

Démission

N° 17-D-PCRN du 19-1-67 — Est et demeure rapportée la décision n° 173-D-PR du 3-12-66 constatant démission d'emploi de M. de Souza Bénédicte, agent permanent hors catégorie, en service au Haut Commissariat au Plan.

La présente décision prend effet pour compter du 1er décembre 1966.

N° 18-D-PCRN du 19-1-67 — Est et demeure rapportée la décision n° 173-D-PR du 3-12-66 constatant démission d'emploi de M. Tossou Léon, agent permanent 3e catégorie échelle C. en service au cabinet du Président de la République.

La présente décision prend effet pour compter du 17 janvier 1967.

N° 19-D-PCRN du 19-1-67 — Est et demeure rapportée la décision n° 178-D-PR du 10-12-66 constatant démission d'emploi de Mme Harley Delphine, agent permanent 3e catégorie échelle D., en service au Commissariat Général aux Chefferies Traditionnelles et aux Réfugiés.

La présente décision prend effet pour compter du 1er décembre 1966.

Rectificatif

RECTIFICATIF du 12-1-67 à l'arrêté numéro 31-PR-INT du 2 mars 1966 fixant l'indemnité de fonctions des secrétaires de chefs de canton de la République togolaise pour l'année 1966.

Au lieu de :

Les indemnités annuelles de fonctions attribuées aux secrétaires de . . . . .

Circonscription de Dapango

Laré Alassani, secrétaire chef canton Nano 34.000

Lire :

Les indemnités annuelles de fonctions attribuées aux secrétaires de.

Circonscription de Dapango

Laré Alassani, secrétaire chef canton Nano 54.000

Le reste sans changement.

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

ARRETE N° 24-MFE-MF-FO du 25 janvier 1967 portant prorogation des crédits, exercice 1966.

LE MEMBRE DU COMITE DE RECONCILIATION
NATIONALE CHARGE DU MINISTERE DES FINANCES
ET DE L'ECONOMIE,

Vu les ordonnances nos 1 et 2 du 14 janvier 1967 ;

Vu le décret no 64-15 du 14 février 1964 définissant les compétences ministérielles en matière d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des territoires d'outre-mer, ensemble les actes modificatifs subséquents ;

Vu la loi no 65-25 du 3 décembre 1965 (Loi de Finances) pour l'exercice 1966 ;

Vu la lettre no 61/MTP/TP/CF du 6 janvier 1967 du ministre des travaux publics, mines et transports,

A R R E T E :

Article premier — Est prorogée jusqu'au 28 février 1967, la période pendant laquelle pourront se régler les dépenses afférentes aux travaux ci-après désignés :

*Budget général — Interventions de l'Etat***CHAPITRE 35 —**

Article 1 — Entretien et grosses réparations des bâtiments de la capitale

Article 2 — Entretien et grosses réparations des bâtiments des circonscriptions

CHAPITRE 36 —

article 1 — Matériel routier

Article 2 — Entretien et grosses réparations des routes

Article 3 — Entretien et réparations des ponts.

Article 2. — Le directeur des finances, ordonnateur-délégué, le chef du service des travaux publics, le trésorier-payeur et les chefs de circonscriptions administratives intéressés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 25 janvier 1967.

B. Bédou

Autorisations de paiement

N° 36-D-MFE-MF-F du 12-1-67 — Est autorisé le paiement de la somme de cent mille (100.000) francs cfa au nom du trésorier-payeur du Togo, représentant la contribution du Togo pour l'année 1966 au secrétariat général du comité permanent des sports en Afrique, à son compte numéro 500.101 à la Banque Commerciale Congolaise (B.C.C.) Brazzaville.

Cette somme sera mandatée par les soins du service des finances au nom du trésorier-payeur, pour régulariser le paiement effectué par anticipation en faveur dudit organisme.

La dépense est imputable au budget général, chapitre 37, article 3, exercice 1966.

N° 37-D-MFE-MF-F du 12-1-67 — Est autorisé le paiement de la somme de un million neuf cent vingt sept mille cent soixante douze (1.927.172) francs cfa au nom du trésorier-payeur du Togo, représentant la contribution du Togo pour l'année 1966 à l'organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI), à son compte numéro 458-518-8 ouvert à Canada, 1040 rue Ste Cathérine Ouest à Montréal.

Cette somme sera mandatée par les soins du service des finances au nom du trésorier-payeur pour régulariser le paiement effectué par anticipation en faveur dudit organisme.

La dépense est imputable au budget général, chapitre 37, article 3 — exercice 1966.

N° 38-D-MFE-MF-F du 12-1-67 — Est autorisé le paiement en faveur de l'agent comptable du BEP-TOM, 5, rue Oswaldo-Cruz Paris 16^e, de la somme de cent trente huit mille cent dix (138.110) francs cfa, représentant les frais de fournitures, matériel et imprimés destinés au service des postes et télécommunications du Togo.

Cette somme sera mandatée par les soins du service des finances et virée à son compte chèque postal (numéro 9042-16 — Paris).

La dépense est imputable au budget général, exercice 1966, chapitre 37, article 3.

N° 56-D-MFE-F du 24-1-67 — Est autorisé le paiement en faveur de l'office inter-Etats du tourisme africain (OIETA) à son compte n° 020.681 Z BAO Yaoundé, de la somme de trois millions quarante mille (3.040.000) francs CFA à titre de la contribution de la République togolaise aux frais de fonctionnement de cet organisme pour l'année 1966, somme détaillée de la façon suivante :

a) — Contribution 1966.	2.500.000
b) — Arriérés fonds d'équipement (acquisition droit au bail bureaux de Paris)	390.000
c) — Supplément contribution 1965.	150.000
Total	3.040.000

La dépense est imputable au budget général, exercice 1966, chapitre 37, article 3, paragraphe 2.

N° 58-D-MFE-MF-AHE du 24-1-67 — Est autorisé le paiement au profit du gouvernement du Dahomey de la somme de sept millions neuf cent trente mille francs cfa (7.930.000 frs) à titre de participation du Togo au projet d'étude en vue du développement de l'énergie électrique au Dahomey et au Togo (Frais de création du centre de formation).

Cette somme sera mandatée au nom du trésorier-payeur du Dahomey.

La dépense est imputable au budget d'investissement du Togo, gestion 1966 — chapitre 8 — article 1 — paragraphe 4 — rubrique g.

Concession de pensions de retraite

N° 7-MFE-MF-CR du 24-1-67 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées:

Mmes veuves Eklou Martha Kayi (née Folly-Gou), Eklou Lucia Kanko (née Dosseh), épouses de M. Eklou Comlan Etienne, adjudant de 1^{er} échelon numéro mlé 2658 (indice 900) pourcentage 28^o/_o, décédé le 17 juin 1965, une pension de veuve au taux annuel de vingt cinq mille sept cent trente deux (25.732) francs pour compter du 15 septembre 1965.

Cette pension est augmentée d'une rente d'invalidité fixée à trente mille six cent trente deux (30.632) francs par an pour compter du 15 septembre 1965 à chacune des veuves dénommées ci-dessus.

Il est également alloué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, une pension d'orphelin fixée à dix mille deux cent vingt douze (10.292) francs l'an pour compter du 15 septembre 1965 à chacun des orphelins dénommés ci-après:

René, né le 14 novembre 1960
Angelle, née le 3 octobre 1961
Godfroid, né le 2 juin 1963
Dovi, né le 15 janvier 1965
Victorin, né le 23 mars 1965.

Cette pension est augmentée d'une rente d'invalidité fixée pour chacun des orphelins dénommés ci-dessus à douze mille deux cent cinquante deux (12.252) francs l'an pour compter du 15 septembre 1965.

Au cas où le total des émoluments servis aux veuves et aux orphelins excéderait le montant de la pension et de la rente viagère d'invalidité qui aurait été attribué à M. Eklou Comlan Etienne, il sera procédé à la réduction temporaire des pensions des orphelins.

En vertu de l'article 23, paragraphe 3 de la loi numéro 63-18 du 21 novembre 1963, les pensions attribuées aux orphelins ne peuvent pas au total être inférieures au montant des avantages familiaux dont bénéficiait leur père.

Payables jusqu'à l'âge de vingt et un ans révolus des enfants, les pensions d'orphelin accordées ci-dessus seront versées entre les mains de M. Kangni John, tuteur des orphelins du de cujus.

N° 8-MFE-MF-CR du 24-1-67 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 60^o/_o) au montant annuel de cent cinquante quatre mille trois cent soixante seize (154.376) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Dovey Adamah Robert, agent spécialisé principal 3^e échelon du corps du personnel des chemins de fer et wharf du Togo (indice 630) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1967.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Dovey Adamah Robert, pour compter du 1^{er} janvier 1967, une majoration pour famille nombreuse au taux de 20^o/_o de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 5^e rang) ci-après désignés:

Ayité, né vers 1938
John, né le 12 mai 1940
Kokoè, née le 1^{er} octobre 1941
Maxime, né le 24 juin 1945
Rosaline, née le 29 septembre 1947.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à trente mille huit cent soixante seize (30.876) francs pour compter du 1^{er} janvier 1967.

M. Dovey Adamah Robert pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1967 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6^e au 11^e rang) ci-après désignés:

Grégoire, né le 5 août 1952
Prosper, né le 8 novembre 1957
Florença, née le 23 février 1959
Octavia, née le 20 novembre 1961
Narcistha, née le 29 octobre 1963
Narcisse, né le 29 octobre 1963.

N° 9-MFE-MF-CR du 24-1-67 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 70^o/_o) au montant annuel de deux cent soixante onze mille cinq cent quatre vingt huit (271.588) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Agbalou Soulé Falana, agent de maîtrise principal 2^e échelon du corps du personnel des chemins de fer et wharf du Togo (indice 950) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1967.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Agbalou Soulé Falana, pour compter du 1^{er} janvier 1967, une majoration pour famille nombreuse au taux de 25^o/_o de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés:

Nourou, né le 10 juillet 1943
Moussiliou, né le 8 août 1945
Saoudatou, née le 20 mai 1947
Fatima, née le 4 août 1947
Mémounatou, née le 19 décembre 1948
Gazaliou, né le 16 mai 1950.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à soixante sept mille neuf cents (67.900) francs pour compter du 1^{er} janvier 1967.

M. Agbalou Soulé Falana pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1967 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 23^e rang) ci-après désignés :

Mouibatou, née le 24 mars 1951
Sidikatou, née le 13 janvier 1953
Arichi, née le 29 avril 1953
Adidjatou, née le 6 juin 1955
Raliatou, née le 31 janvier 1957
Saoudou, né le 25 juin 1957
Sadou, né le 25 juin 1957
Céliatou, née le 3 décembre 1958
Adissatou, née le 14 juillet 1959
Wayidatou, née le 1^{er} octobre 1959
Ayoubba, né le 16 novembre 1960
Mouzirou, né le 21 août 1961
Mariama, née le 2 décembre 1962
Fatao, né le 2 septembre 1963
Fatiou, né le 2 septembre 1963
Affoussatou, née le 7 février 1965
Rafiatou, née le 16 octobre 1965.

N° 10-MFE-MF-CR du 24-1-67 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 66%) au montant annuel de deux cent vingt neuf mille cent douze (229.112) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kalipé Alphonse, agent de maîtrise de 1^{re} classe 3^e échelon du corps du personnel du réseau des chemins de fer du Togo (indice 850) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1967.

M. Kalipé Alphonse pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1967 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 2^e au 4^e rang) ci-après désignés :

Romuald, né le 10 février 1949
Pascal, né le 17 mai 1951
Maurice, né le 16 septembre 1961.

N° 11-MFE-MF-CR du 24-1-67 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 70%) au montant annuel de deux cent soixante onze mille cinq cent quatre vingt huit (271.588) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Aghey Antoine, agent de maîtrise principal 2^e échelon du corps du personnel des chemins de fer et wharf du Togo (indice 950) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1967.

Il est également attribué sur les fonds de la même caisse à M. Aghey Antoine, pour compter du 1^{er} janvier 1967, une majoration pour famille nombreuse au taux de 15% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 4^e rang) ci-après désignés :

Philomène, née le 29 juin 1938
Béatrice, née le 26 avril 1940
Régina, née le 22 août 1942
Théodora, née le 4 décembre 1945.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à quarante mille sept cent quarante (40.740) francs.

M. Aghey Antoine pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1967 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 5^e au 9^e rang) ci-après désignés :

Léopold, né le 12 juin 1949
Isabella, née le 4 janvier 1952
Alice, née le 7 février 1955
Célestin, né le 16 avril 1961
Pierrette, née le 20 juin 1962.

N° 12-MFE-MF-CR du 24-1-67 — Par application des dispositions de l'article 15, paragraphe IV de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, le taux de la majoration pour famille nombreuse allouée à M. Apété Martin, commis d'administration principal de 1^{re} classe en retraite est porté de 20% à 25% de sa pension principale pour compter du 1^{er} janvier 1967 au titre de son enfant (6^e rang) Brigitte, née le 14 janvier 1950.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à soixante et un mille cent quatre vingt huit (61.188) frs. pour compter du 1^{er} janvier 1967.

N° 13-MFE-MF-CR du 24-1-67 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 406-VP-MFE-MF-CR du 8 novembre 1966 portant concession d'une pension de retraite.

La pension proportionnelle (pourcentage 53%) concédée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Plinn C. Raphaël, agent de maîtrise principal 2^e échelon des chemins de fer du Togo est révisée et convertie en pension d'ancienneté au taux de 62% (indice 950) pour compter du 1^{er} octobre 1966.

Le montant annuel de la nouvelle pension est fixé à deux cent quarante mille cinq cent quarante huit (240.548) francs pour compter du 1^{er} octobre 1966.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Plinn C. Raphaël, pour compter du 1^{er} octobre 1966, une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Bessi, née en 1931
Adjoavi, née le 13 janvier 1941
Angèle, née le 6 août 1942
Béatrice, née le 2 juillet 1943
Symphorien, né le 22 août 1944
Perpétue, née le 8 avril 1947.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à soixante mille cent quarante (60.140) frs. pour compter du 1^{er} octobre 1966.

M. Plinn C. Raphaël pourra prétendre, pour compter du 1^{er} octobre 1966 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 12^e rang) ci-après désignés :

Félicité, née le 8 avril 1947
Lydie, née le 3 août 1949
Julienne, née le 8 août 1954
Dovi, né le 28 mai 1957
Lambert, né le 21 septembre 1959
Léopold, né le 24 septembre 1962.

Les sommes déjà perçues par l'intéressé en application de l'arrêté n° 406-VP-MFE-MF-CR du 8 novembre 1966, seront déduites des arrérages de la nouvelle pension fixée par le présent arrêté.

N° 14-MFE-MF-CR du 24-1-67 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 73%) au montant annuel de deux cent trente six mille cent vingt (236.120) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Ahoïe Aquérébourou Léonard, infirmier principal de classe exceptionnelle du corps du personnel de la santé publique du Togo (indice 792) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1967.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Ahoïe Aquérébourou Léonard, pour compter du 1^{er} janvier 1967, une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Ernest, né le 23 septembre 1931
Aimé, né le 5 juin 1941
Monique, née le 20 mars 1942
Théophile, né le 1^{er} avril 1942
Raymond, né le 17 décembre 1942
Odette, née le 14 novembre 1943.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cinquante neuf mille trente deux (59.032) francs pour compter du 1^{er} janvier 1967.

M. Ahoïe Aquérébourou Léonard pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1967 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 13^e rang) ci-après désignés :

Séraphine, née le 13 novembre 1948
Léonce, né le 16 novembre 1948
René, né le 9 décembre 1949
Calista, née le 2 mai 1951
Hélène, née le 18 juillet 1953
Hyacinthe, né le 24 août 1954
Nicole, née le 6 décembre 1959.

N° 15-MFE-MF-CR du 24-1-67 — Une pension proportionnelle (pourcentage 39%) au montant annuel de cent mille trois cent quarante quatre (100.344) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du

Togo à M. Gafon Tossou, agent spécialisé principal 3^e échelon du corps du personnel des travaux publics (indice 630) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1967.

M. Gafon Tossou pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1967 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6^e au 8^e rang) ci-après désignés :

Jean, né le 31 mai 1953
Pierre, né le 8 septembre 1953
François, né le 5 octobre 1958.

N° 16-MFE-MF-CR du 24-1-67 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 74%) au montant annuel de deux cent cinquante six mille huit cent quatre vingt quatre (256.884) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Abbey Kouévi Albert, agent de maîtrise de 1^{re} classe 3^e échelon du corps du personnel des chemins de fer et wharf du Togo (indice 850) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1967.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Abbey Kouévi Albert, pour compter du 1^{er} janvier 1967, une majoration pour famille nombreuse au taux de 20% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 5^e rang) ci-après désignés :

Josephine, née le 25 octobre 1935
Jean-Baptiste, né le 4 décembre 1938
René Claude, né le 20 novembre 1941
Richard, né le 24 avril 1944
Thomas, né le 22 septembre 1947.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cinquante et un mille trois cent soixante seize (51.376) francs pour compter du 1^{er} janvier 1967.

M. Abbey Kouévi Albert pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1967 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6^e au 12^e rang) ci-après désignés :

Gaspard, né le 29 juillet 1952
Happy, née le 1^{er} mars 1957
Rosaline, née le 2 novembre 1957
Rosine, née le 2 novembre 1957
Paul, né le 15 janvier 1960
Didier, né le 12 janvier 1964
Martine, née le 30 janvier 1965.

N° 17-MFE-MF-CR du 24-1-67 — Sont annulés pour compter du 1^{er} janvier 1966, les effets de l'article 2 de l'arrêté n° 96-VP-MFE-MF-CR du 7 mars 1966 accordant une rente d'invalidité temporaire à M. Atikla Koffi Ambroise, gendarme de 1^{re} classe 3^e échelon n° mlté 2562.

(Un ordre de recette du montant de soixante huit mille soixante six (68.066) francs sera établi à l'encontre du gendarme Atikla Koffi Ambroise pour les sommes perçues à tort au titre de la solde de réforme pendant la période du 1er janvier au 31 octobre 1966.

N° 18-MFE-MF-CR du 24-1-67 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve d'Almeida Félicia (née Amegnitor) épouse de M. d'Almeida Ayitey Jean, contremaître de 1re classe 2e échelon du corps du personnel des chemins de fer et wharf du Togo en retraite (indice 800 — pourcentage 72%) décédé à Lomé le 10 janvier 1966, une pension de veuve au taux annuel de cent dix sept mille six cent vingt (117.620) francs pour compter du 1er février 1966.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse à chacun des orphelins désignés ci-après (du 6e au 16e rang) :

Kokoé, née le 9 février 1945
Amah, né le 7 juin 1945
Kokoé, née le 22 juin 1947
Kokoé, née le 7 septembre 1947
Michel, né le 16 décembre 1947
Christophe, né le 21 juin 1950
Christine, née le 18 octobre 1952
Tchotcho, née le 28 mai 1953
Léocadie, née le 7 décembre 1955
Pierre, né le 12 novembre 1957
Antoinette, née le 6 octobre 1959

une pension d'orphelin fixée à vingt trois mille cinq cent vingt quatre (23.524) francs l'an pour compter du 1er février 1966.

Par application des dispositions de l'article 23, paragraphe III de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, les pensions d'orphelin accordées ci-dessus ne peuvent pas au total être inférieures au montant des avantages familiaux dont bénéficiait leur père.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions d'orphelin accordées ci-dessus seront versées entre les mains de Mme Elisabeth Dédévi (née d'Almeida) chargée de l'administration des biens et de la tutelle des enfants mineurs du de cujus.

N° 19-MFE-MF-CR du 24-1-67 — Une pension militaire d'ancienneté (pourcentage 51%) au montant annuel de deux cent quarante neuf mille neuf cent quarante (249.940) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Tomdjana Thomas, adjudant chef de 3e échelon n° mle 004 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 1.200) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1967.

M. Tomdjana Thomas pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1967 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 11e rang) ci-après désignés :

Jeanne, née le 26 juin 1948
Batawouname, né le 27 février 1952
Jean-Baptiste, né le 21 avril 1954
Pierre, né le 5 septembre 1956
Pierrette, née le 5 septembre 1956
Brigitte, née le 8 octobre 1956
Bimalinam, né le 15 avril 1960
Justine, née le 15 juin 1960
Elisabeth, née le 22 juin 1961
Véronique, née le 13 novembre 1962
Germain, né le 19 janvier 1964.

N° 20-MFE-MF-CR du 24-1-67 — Une pension proportionnelle (pourcentage 53%) au montant annuel de cent soixante treize mille cent soixante quatre (173.164) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kpele Robert, agent de maîtrise de 1re classe 2e échelon du corps du personnel du réseau des chemins de fer du Togo (indice 800) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1967.

M. Kpele Robert pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1967 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4e au 15e rang) ci-après désignés :

Philippe, né le 13 juillet 1952
Bruno, né le 30 octobre 1954
Elisabeth, née le 17 septembre 1955
Ireine, née le 10 mai 1957
Bernard, né le 10 novembre 1957
Suplien, né le 11 novembre 1958
Prosper, né le 10 octobre 1962
Valère, né le 10 mai 1963
Elias, né le 16 juin 1965
Léon, né le 1er juillet 1965
Claire, née le 18 octobre 1966
Jeanne, née le 27 octobre 1966.

N° 21-MFE-MF-CR du 24-1-67 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 61%) au montant annuel de cent cinquante six mille neuf cent quarante huit (156.948) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Sossou François, préposé principal 3e échelon du corps du personnel des postes et télécommunications du Togo (indice 630) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1967.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Sossou François, pour compter du 1er janvier 1967, une majoration pour famille nombreuse au taux de 20% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 5e rang) ci-après désignés :

Akouaba, née le 7 juin 1936
Claude, né le 4 septembre 1938

Albert, né le 16 novembre 1941
 Claire, née le 12 août 1946
 Georgette, née le 17 février 1949.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à trente et un mille trois cent quatre vingt douze (31.392) francs pour compter du 1^{er} janvier 1967.

M. Sossou François pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1967 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6^e au 13^e rang) ci-après désignés :

Happy, née le 1^{er} janvier 1952
 Pascalie, née le 4 avril 1953
 Maxime, né le 10 mars 1954
 Grégoire, né le 8 mai 1955
 Robert, né le 26 novembre 1955
 Roger, né le 14 août 1958
 Adèle, née le 17 juin 1961
 Bernard, né le 20 août 1964.

N^o 22-MFE-MF-CR du 24-1-67 — Par application des dispositions de l'article 15, paragraphe IV de la loi n^o 63-18 du 21 novembre 1963, le taux de la majoration pour famille nombreuse accordée par arrêté n^o 110-VP-MFEP-MF-CR du 22 février 1964 à M. Gnassounou Dossou Richard, secrétaire d'administration principal 1^{er} échelon de l'administration générale du Togo en retraite (indice 1.629) est porté de 15% à 20% de sa pension principale — quatre cent quatre vingt cinq mille six cent cinquante six (485.656) francs l'an au titre de son enfant (5^e rang) dénommée Elisabeth, née le 8 juillet 1948.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à quatre vingt dix sept mille cent trente deux (97.132) frs. pour compter du 28 décembre 1966.

N^o 23-MFE-MF-CR du 24-1-67 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 33%) au montant annuel de quatre vingt sept mille six cent quatre (87.604) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Bayaou Bitoko, gendarme de 5^e échelon n^o mle 050 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 650) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1967.

M. Bayaou Bitoko pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1967 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Apra, né le 8 mars 1955
 Kouméadabèlo, né vers 1959
 Justine, née le 10 septembre 1960
 Augustine, née le 7 octobre 1960
 Tehélalou, né le 5 janvier 1965
 Marguerite, née le 20 juillet 1965.

Nominations

N^o 42-D-MFE-MER du 19-1-67 — M. Deckon K. Antoine, adjoint technique d'agriculture de 1^{re} classe 1^{er} échelon, chef de la circonscription agricole de Lomé par intérim, est nommé, cumulativement avec ses fonctions actuelles, régisseur de la caisse de menues recettes de la circonscription agricole de Lomé en remplacement de M. Bassah Seth, appelé à d'autres fonctions.

La présente décision prendra effet pour compter de la date de passation de service entre les intéressés.

N^o 51-D-MFE du 19-1-67 — M. Amah Sévérin, attaché d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon est nommé attaché de cabinet du ministre des finances et de l'économie, en remplacement de M. Korohou Rémi, agent permanent H. C., appelé à d'autres fonctions.

Le traitement de l'intéressé sera imputé au budget général — chapitre 8, article 2 (cabinet du ministre des finances et de l'économie) — exercice 1967.

La présente décision prend effet pour compter de la date de prise de service.

Engagements

N^o 3 bis-D-MFE du 5-1-67 — Sont engagées en qualité d'agents permanents (employées de bureau) en complément d'effectif pour servir au ministère des finances et à la direction des finances, les personnes dont les noms suivent :

Ministère des finances et de l'économie

Mme Palanga D. Béatrice, employée de bureau de 3^e catégorie échelle A.

Direction des finances

Mlle Adalbert Jeanne, employée de bureau de 3^e catégorie échelle A.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1967, chapitre 8, article 2 en ce qui concerne Mme Palanga et article 8 en ce qui concerne Mlle Adalbert.

La présente décision aura effet à compter de la date de signature.

N^o 48-D-MFE-MF du 19-1-67 — M. Zekpa Prosper, titulaire du C.A.P. et du brevet d'études commerciales, ayant suivi pendant deux ans un stage de formation bancaire en Tunisie, est engagé en qualité d'employé de bureau pour une période d'essai de trois mois, au salaire mensuel de vingt mille francs (20.000) pour servir au trésor en supplément d'effectif.

Le salaire de l'intéressé est imputable au chapitre 8, article 14 du budget général.

La présente décision aura effet pour compter de la prise de service de l'intéressé.

MINISTERE DE LA JUSTICE, GARDE DES SCEAUX

Représentants de l'Etat en justice

N° 1-MJ du 24-1-67 — M. Luce André, directeur du service des travaux publics à Lomé est désigné pour représenter l'Etat devant le tribunal de droit moderne de Lomé dans l'affaire ministère public contre Vossah Eugène, inculpé de blessures involontaires et de circulation à gauche.

N° 2-MJ du 25-1-67 — M. Durand Paul, chef du service des pensions est désigné pour représenter l'Etat devant le tribunal de droit moderne de Lomé dans l'affaire ministère public contre le sieur Hofstadt, inculpé d'homicide involontaire.

Démission - Engagement

N° 1-D-MJ du 24-1-67 — Est acceptée, pour compter du 28 novembre 1966, la démission de son emploi offerte par M. Toovi Jean, agent permanent de 4^e catégorie échelle C en service au tribunal coutumier de 1^{re} instance de Lomé.

M. Toovi Jean n'aura droit à aucune indemnité de congé payé.

M. Assiete Ernest est engagé en qualité de secrétaire dactylographe permanent 3^e catégorie échelle A pour servir au tribunal coutumier de Lomé, en remplacement de M. Toovi Jean, démissionnaire.

Le salaire de l'intéressé sera supporté par le chapitre 16, article 7 du budget général, exercice 1966.

La présente décision aura effet pour compter de la date de signature en ce qui concerne M. Assiete.

N° 2-D-MJ du 24-1-67 — Mme Lawson Théodora, née Nudekor est engagée en qualité d'employée de bureau de 3^e catégorie échelle A pour servir au tribunal de droit moderne de Lomé, en remplacement de M. Checou A. Mathias, démissionnaire.

Le salaire de l'intéressée sera imputé au chapitre 16, article 6 du budget général, exercice 1967.

La présente décision aura effet pour compter de la date de signature.

N° 3-D-MJ du 16-1-67 — M. Assouma Joseph, précédemment en service au tribunal de première instance de Bobo-Dioulasso, est engagé en qualité d'employé de bureau permanent de 5^e catégorie échelle A, pour ser-

vir au tribunal administratif, en remplacement de M. Aliou Issaka, démissionnaire.

Le salaire de l'intéressé sera imputable au chapitre 16, article 8 du budget général.

La présente décision aura effet pour compter de la date de signature.

Rectificatif

RECTIFICATIF du 25-1-67 à la décision n° 51-MJ du 29 octobre 1965 portant engagement.

Au lieu de :

M. Vivity Robert, précédemment en service à la circonscription administrative de Tsévié est engagé en qualité de chauffeur permanent de 3^e catégorie, échelle B, pour servir au tribunal coutumier de première instance de Lomé en remplacement numérique de M. Siliadin, rayé de l'effectif judiciaire.

Lire :

M. Amouzou Vivity Robert, précédemment en service à la circonscription administrative de Tsévié, est engagé en qualité de chauffeur permanent de 3^e catégorie, échelle B, pour servir au tribunal coutumier de première instance de Lomé en remplacement numérique de M. Siliadin, rayé de l'effectif judiciaire.

Le reste sans changement.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

ARRETE N° 11-INT du 23-1-67 portant modification et création de centres d'état-civil.

LE MEMBRE DU COMITÉ DE RÉCONCILIATION NATIONALE CHARGE DU MINISTERE DE L'INTERIEUR,

Vu les ordonnances nos 1 et 2 du 14 janvier 1967 portant institution et formation du comité de réconciliation nationale ;

Vu le décret no 60-73 du 9-9-1960 portant réorganisation du ministère de l'intérieur ;

Vu l'arrêté no 384-54/AP du 21-4-1954 sur l'état-civil au Togo et les textes subséquents ;

Vu le décret no 62-89 du 2-7-1962 portant réorganisation de l'état-civil au Togo ;

Vu l'arrêté 87/INT du 3-12-1962 fixant la date de mise en vigueur des dispositions du décret du 2-7-1962 susvisé ;

Vu les arrêtés 90/INT du 8-12-1962 et 9/INT du 24-2-1965 portant création de centres d'état-civil dans la circonscription d'Anécho ;

Sur proposition du chef de circonscription d'Anécho,

A R R E T E :

Article premier — Pour compter du 1^{er} janvier 1967 est modifié comme suit dans la circonscription d'Anécho le ressort des centres d'état-civil suivants :

Centre de Kéta et Zowla : siège à Zowla et groupant les villages de Kéta, Zowla, Zalivé, Zowla-Kpogué-dé, Zowlagan, Anyrokopé, Houlokoé, Afidényigba et Todzinkopé.

Centre d'Anfoin : siège à Anfoin et groupant les villages de Anfoin, Boco et leurs fermes.

Centre d'Agbanakin : siège à Agbanakin et groupant les villages d'Agbanakin et d'Adamé.

Centre d'Afangnagan : siège à Afagnagan et a pour ressort le territoire du village d'Afangnagan et ses fermes.

Centre d'Attitogon : siège à Attitogon et groupant les villages d'Attitogon, Attivé, Hompou et Tanou.

Art. 2 — Pour compter du 1^{er} janvier 1967 sont créés dans la circonscription d'Anécho les centres d'état-civil suivants :

Centre d'Atouèta : siège à Atouèta et groupant les villages de Atouèta, les « kopés » (fermes) de Djondokondji, Meideroskondji, Kpadéyikondji, Batamé, Fiokondji, Klouvidonnou II, Djokondji, Totamé et Lémoudoukondji.

Centre de Séko : siège à Séko et groupant les villages de Séko, Djéta, Zanvé, Azimé et Sivamé.

Centre d'Afagna-Bletta : siège à Afagna-Bletta et groupant les villages de Afagna-Bletta, Mawussi, Kpétémé, Atchadomé et leurs fermes.

Centre de Zooti : siège à Zooti et groupant les villages de Zooti et les kopés d'Atchavé, Glopé, Soko et leurs fermes.

Art. 3 — Le chef de circonscription d'Anécho est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 23 janvier 1967

B. Malou

Interdiction de séjour

N° 9-INT du 19-1-67 — Le séjour sur toute l'étendue du territoire de la République togolaise est interdit :

a) — pour une durée de cinq ans, à compter du 4 mars 1967, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Odousseyi Thompson William, détenu à la prison civile d'Atakpamé, né vers 1944 à Kumassi (République du Ghana), fils de feu Odousseyi et de Jeanne, magicien, domicilié à Kumassi Ashanti-Newtown (Ghana), condamné pour eseroquerie à neuf mois de prison

et cinq ans d'interdiction de séjour par jugement en date du 8 juin 1966 du tribunal correctionnel d'Atakpamé (F.D. 33.136/33.332) ;

b) — pour une durée de cinq ans, à compter du 4 avril 1967, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Somissou Messan, détenu à la prison civile d'Atakpamé, né vers 1926 à Zoukamé, Sous-Préfecture d'Atthiémé (République du Dahomey), fils des feus Somissou Adansikpè et Anato Anyizoukin, gardien à la S.C. O.A., demeurant à Lomé, rue Bugeaud, maison Sokpoli; condamné pour vol à vingt mois de prison et cinq ans d'interdiction de séjour par jugement en date du 13 octobre 1965 du tribunal correctionnel de Lomé (F.D. 13.114/32.232) ;

c) — pour une durée de dix ans, à compter du 6 avril 1967, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Nassi Noukoudodji Firmin, détenu à la prison civile d'Atakpamé, né vers 1921 à Abomey (République du Dahomey), fils de feu Nassi Noukoudodji et de Nankpè Gbéhouéton, sans profession et sans domicile, condamné pour vol d'effets vestimentaires à quatre ans de prison et dix ans d'interdiction de séjour par jugement en date du 22 janvier 1964 du tribunal correctionnel d'Atakpamé (F.D. 11.551/22.222) ;

d) — pour une durée de cinq ans, à compter du 12 janvier 1967, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Garba Balabé, détenu à la prison civile de Sokodé, né en 1936 à Sokoto (Nigéria), fils des feus Garba et Mémouma, demeurant au quartier Zongo — Lomé, boucher, condamné pour recel à un an de prison et cinq ans d'interdiction de séjour par jugement en date du 19 janvier 1966 du tribunal correctionnel de Lomé (F. D. 33.333/33.333) ;

e) — pour une durée de cinq ans à compter du 12 janvier 1967, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Garba Maman Ahmadou, détenu à la prison civile de Sokodé, né en 1936 à Yatchindi (Niger), fils des feus Garba Ahmadou et Halo Adissatou, portefaix, demeurant au quartier Amoutivé — Lomé, condamné pour vol à un an de prison et cinq ans d'interdiction de séjour par jugement en date du 19 janvier 1966 du tribunal correctionnel de Lomé (F.D. inconnue).

Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées conformément aux dispositions de l'article 45 du Code Pénal.

Les chefs de circonscription et le directeur de la sûreté nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Affectations

N° 2-D-INT du 17-1-67 — MM. Awokou Emmanuel, adjoint administratif de 2^e classe 3^e échelon et Alandou Dovi, adjoint administratif de 1^{re} classe 3^e échelon, respectivement directeur et attaché de cabinet au

ministère de l'intérieur, sont remis à la disposition du ministre du travail, des affaires sociales et de la fonction publique.

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

N° 3-D-INT du 26-1-67 — M. Kossi Simon, secrétaire d'administration 1^{re} classe 2^e échelon en service détaché à la mairie de Lomé, est remis à la disposition du ministre du travail, des affaires sociales et de la fonction publique pour être affecté au ministère de la santé publique.

Engagement

N° 10-INT-CGC du 19-1-67 — Est recruté dans le corps des gardiens de circonscription au grade d'adjudant 2^e échelon, indice 950 — Komi Symphorien — classe 1947, précédemment adjudant 2^e échelon du 1^{er} Bataillon d'Infanterie togolaise.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1967.

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DES TRANSPORTS, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Nomination

N° 15-D-MTP-PT du 23-1-67 — M. Brassier Paul, inspecteur en chef 1^{er} échelon des postes et télécommunications, est nommé pour compter du 1^{er} février 1967, receveur principal des postes et télécommunications à Lomé, en remplacement de M. Leblond Louis.

M. Brassier Paul est tenu de réaliser dans le délai maximum d'un mois à compter de la date de son entrée en fonctions, un cautionnement fixé à 113.000 francs CFA.

Ce cautionnement pourra, soit être réalisé en numéraire ou en rente sur l'Etat soit être remplacé par la garantie résultant de l'affiliation à une association française de cautionnement mutuel agréée.

Allocations viagères

N° 10-D-MTP-CFT du 11-1-67 — Est constatée, pour compter du 31 janvier 1949, et conformément aux dispositions de l'arrêté général n° 3559-P du 7 octobre 1943, rendu applicable au Togo par l'arrêté n° 445-P du 23 août 1945 et les textes modificatifs subséquents, la

cessation définitive de fonctions de M. Silemana Aboubaka, ex-mécanicien auxiliaire en service au réseau des chemins de fer du Togo (matériel et traction), atteint par la limite d'âge.

M. Silemana Aboubaka, mécanicien auxiliaire échelle 2 échelon 6, né en 1892, engagé le 26 juin 1926 (matériel et traction) et qui compte plus de 20 ans d'ancienneté de service, peut prétendre à une allocation viagère annuelle égale au quart du salaire moyen des trois dernières années.

La dépense est imputable au budget annexe des chemins de fer du Togo, chapitre 2 — article 6 — paragraphe 4.

La présente décision a effet pour compter de sa signature.

MINISTERE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Intégrations

N° 10-MFP du 12-1-67 — M. Morou Asmané, instituteur-adjoint stagiaire est rayé du corps des fonctionnaires de l'enseignement et intégré dans celui de la radiodiffusion au grade d'agent technique de 2^e classe 1^{er} éch. (catégorie C — indice 550) — ancienneté conservée: 1 an 6 mois.

M. Morou, qui est détaché auprès du ministre de l'information, de la presse et de la radiodiffusion, conserve son affectation actuelle (budget général, chapitre 28 — article 4).

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1967.

N° 11-MFP du 12-1-67 — Mme Dossou Monique, née Nobime, titulaire du baccalauréat complet de l'enseignement secondaire, est admise dans le corps du personnel de l'enseignement en qualité d'institutrice 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B) — indice 750, et mise à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 5, paragraphe 3, exercice 1967 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

N° 12-MFP du 23-1-67 — Les agents ci-dessous désignés, qui ont suivi avec succès le cycle normal d'études de l'école nationale des services du trésor de Paris, sont admis de la façon suivante dans le corps du personnel du trésor à compter du 1^{er} janvier 1967:

Nom et prénoms	Date de retour de stage	Ancienne situation	Nouvelle situation	A. C.
Logossou Prosper	20.3.61	décisionnaire (44.735)	inspecteur 2e cl. 1e éch. inspecteur 2e cl. 2e éch. inspecteur 2e cl. 3e éch. (cat. A2-ind. 1300)	5 a 9 m 10 j. 3 a 9 m 10 j. 1 a 9 m 10 j.
Kouassigan Irène	1.1.63	—	inspecteur 2e cl. 1e éch. inspecteur 2e cl. 2e éch. (cat. A2-ind. 1200)	4 a 2 a
Agbokou Louis	1.1.63	—	inspecteur 2e cl. 1e éch. inspecteur 2e cl. 2e éch. (cat. A2-ind. 1200)	—
Akpabie Marcus	21.8.63	—	inspecteur 2e cl. 1e éch. inspecteur 2e cl. 2e éch. (cat. A2-ind. 1200)	3 a 4 m 9 j. 1 a 4 m 9 j.
Gnansa Lemou Laurent	1.8.65	—	inspecteur 2e cl. 1e éch. (cat. A2-ind. 1100)	5 m
Fumey Christophe	1.8.65	—	inspecteur 2e cl. 1er éch. (cat. A2-ind. 1100)	

N° 19-MFP du 23-1-67 — M. Fianyo Do Franck, licencié es-sciences mathématiques, titulaire du diplôme de statisticien de l'école nationale de la statistique et de l'administration économique, est admis dans le corps du personnel de la statistique générale en qualité d'ingénieur statisticien économiste 2^e classe 2^e échelon stagiaire (catégorie A1) — indice 1450, et mis à la disposition du Président de la République (chapitre 6 — article 9, paragraphe 4, rubrique a du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N° 28-MFP du 26-1-67 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 166-MFP du 21 mai 1966 portant engagement de M. Aduayi Adoté Emmanuel en qualité d'ingénieur d'agriculture 2^e classe 2^e échelon stagiaire.

Titularisations

N° 13-MFP du 23-1-67 — M. Acouetey Ernest Symphorien, adjoint technique 1^{er} échelon stagiaire du corps du personnel des travaux publics et des techniques industrielles, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi pour compter du 10 mai 1966 — A.C. 1 an.

N° 14-MFP du 23-1-67 — M. Mensavi Boko, secrétaire d'administration 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire du corps du personnel de l'administration générale, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi pour compter du 1^{er} janvier 1967 — A.C. 1 an.

N° 15-MFP du 23-1-67 — M. Kouassi Josia, ingénieur 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A1) du corps du personnel des travaux publics et des techniques industrielles, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi pour compter du 1^{er} août 1965 — A.C. 1 an.

M. Kouassi, qui conserve une ancienneté de deux ans au 1^{er} août 1966, est élevé au 2^e échelon de son grade pour compter de la même date — A.C. néant.

N° 16-MFP du 23-1-67 — M. Ouro-Bangana Sèdou, adjoint technique 1^{er} échelon stagiaire du corps du personnel des travaux publics et des techniques industrielles, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi pour compter du 1^{er} octobre 1965 — A.C. 1 an.

L'intéressé, qui conserve une ancienneté civile de deux ans au 1^{er} octobre 1966, est élevé au 2^e échelon de son grade pour compter de la même date — A.C. néant.

N° 17-MFP du 23-1-67 — M. Ajavon Pascal, professeur 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire du corps du personnel de l'enseignement, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi pour compter du 1^{er} décembre 1966 — A.C. 1 an.

Affectations

N° 23-D-MFP du 21-1-67 — M. Barandao Jean-Marie, attaché d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon du corps du personnel de l'administration générale, est mis à la disposition du ministre des finances et de l'économie (chapitre 8 — article 2 du budget général).

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N° 24-D-MFP du 23-1-67 — M. Agbemegnan Jean, agent de constatation principal de classe exceptionnelle du corps du personnel des douanes, est remis à la disposition du ministre des finances et de l'économie.

La présente décision aura effet pour compter du 29 décembre 1966.

N° 25-D-MFP du 23-1-67 — M. Kuevidjen André, professeur 3^e classe 3^e échelon du corps du personnel de l'enseignement, est remis à la disposition du ministre de l'éducation nationale.

La présente décision aura effet pour compter du 29 décembre 1966.

N° 31-D-MFP du 25-1-67 — Mme Adjigbey, née Tomavo Marthe, institutrice-adjointe de 2^e classe 3^e échelon du corps des fonctionnaires du Dahomey, placée dans la position de détachement auprès du gouvernement de la République du Togo pour une période de cinq ans, est mise à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 7 du budget général).

La présente décision aura effet pour compter du 16 septembre 1966.

N° 32-D-MFP du 25-1-67 — M. Awokou Emmanuel, adjoint administratif 2^e classe 3^e échelon du corps du personnel de l'administration générale est réaffecté au ministère de la santé publique (chapitre 22, article 5 du budget général).

La présente décision aura effet pour compter de la date de signature.

N° 33-D-MFP du 25-1-67 — M. Alandou Dovi, adjoint administratif 1^{re} classe 3^e échelon du corps du personnel de l'administration générale est réaffecté au ministère des finances et de l'économie (chapitre 8, article 8 du budget général).

La présente décision aura effet pour compter de la date de signature.

N° 34-D-MFP du 26-1-67 — M. Jean Baradat, médecin de l'assistance technique française, arrivé à Lomé le 6 janvier 1967, est mis à la disposition du ministre de la santé publique pour compter de la même date (chapitre 22 — article 5 du budget général).

Rappel à l'activité

N° 23-MFP du 25-1-67 — Il est mis fin au détachement des fonctionnaires dont les noms suivent :

M. Ywassa Baguilma Léonard, ingénieur d'agriculture 1^{re} classe 1^{er} échelon

MM. Komlan Kouma Lucien, ingénieur T.A. 1^{re} classe 3^e échelon

Abalo Firmin, agent de constatation principal 1^{er} échelon

Kpatcha Albert, agent technique de santé 2^e classe 4^e échelon

Assimpah Kpotufé Jean, agent technique de santé 2^e classe 4^e échelon

Kouessan Grégoire, agent d'exploitation 1^{re} classe 2^e échelon

Toyisson Grégoire, agent spécialisé principal C.E. Agnekotom Gabriel, instituteur-adjoint 3^e classe 4^e échelon

Kombaté Adamou, instituteur-adjoint 3^e classe 4^e échelon.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1^{er} février 1967.

Abaissement d'échelon

N° 25-MFP du 25-1-67 — M. Tetevi Charles, adjoint administratif 1^{re} classe 2^e échelon du corps du personnel de l'administration générale est abaissé au 1^{er} échelon de son grade pour faute grave en service.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de signature.

Suspension de fonctions

N° 22-MFP du 23-1-67 — M. Obinayede Emmanuel, instituteur-adjoint 3^e classe 2^e échelon en instance de comparution devant le conseil de discipline, est suspendu de ses fonctions.

Durant la période de cette suspension, l'intéressé percevra la moitié de son traitement majoré des allocations familiales.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de sa signature.

Admission à la retraite

N° 20-MFP du 23-1-67 — M. Couassi Joseph, adjoint administratif principal de C.E. du corps des fonctionnaires de l'administration générale, atteint par la limite d'âge, est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} février 1967.

N° 21-MFP du 23-1-67 — M. Agbodjan Prince Alexandre, instituteur adjoint de C.E. du corps des fonctionnaires de l'enseignement, atteint par la limite d'âge, est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} février 1967.

N° 24-MFP du 25-1-67 — Les fonctionnaires dont les noms suivent, atteints par la limite d'âge, sont admis à faire valoir leurs droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} avril 1967.

Chemins de Fer et Wharf

- MM. Amah Kangni Stéphan, agent de maîtrise principal 2^e échelon
Koutame Jean, agent de maîtrise principal 2^e échelon
Moevi André, agent de maîtrise 1^{re} classe 2^e éch.
Folly Ayéboua Thomas, agent technique 1^{re} classe 1^{er} échelon santé publique
Agbovor Grégoire, adjoint administratif 1^{re} classe 2^e échelon

Travaux Publics

- M. Lawson Joseph, agent de maîtrise principal 2^e échelon

Postes et Télécommunications

- M. Lorenzo Faustino Lejeune, contrôleur principal 3^e échelon.

Licencierment

N° 18-MFP du 23-1-67 — M. Edoth Louis, instituteur-adjoint 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire du corps du personnel de l'enseignement, est licencié de son emploi pour faute grave en service.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de signature.

Rectificatifs

RECTIFICATIF du 25-1-67 à l'arrêté n° 198-MFP du 23 juin 1966 portant admission à la retraite.

Au lieu de :

Les fonctionnaires dont les noms suivent, atteints par la limite d'âge, sont admis à faire valoir leurs droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} octobre 1966.

*Ministère des Travaux Publics
(Chemins de Fer et Wharf)*

- M. Atsou Sakpo, agent spécialisé principal 3^e éch.

Lire :

Les fonctionnaires dont les noms suivent, atteints par la limite d'âge, sont admis à faire valoir leurs droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} octobre 1966.

*Ministère des Travaux Publics
(Chemins de Fer et Wharf)*

- M. Atchou Sakpo, agent spécialisé principal de C.E.

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 23-1-67 à l'arrêté n° 10-MFP du 12 janvier 1967 portant intégration.

Au lieu de :

M. Morou Asmane, instituteur-adjoint stagiaire est rayé du corps des fonctionnaires de l'enseignement et intégré dans celui de la radiodiffusion au grade d'agent technique de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie C — indice 550) — ancienneté conservée : 1 an 6 mois.

Lire :

M. Morou Asmane, instituteur-adjoint stagiaire est rayé du corps des fonctionnaires de l'enseignement et intégré dans celui de la radiodiffusion au grade d'assistant de production de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie C — indice 550) — ancienneté conservée : 1 an 6 mois.

Le reste sans changement.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

ARRETE N° 8-MEN du 21-1-67 déterminant les conditions dans lesquelles certains instituteurs peuvent exercer les fonctions de conseillers pédagogiques.

**LE MEMBRE DU COMITE DE RECONCILIATION
NATIONALE CHARGE DU MINISTERE
DE L'EDUCATION NATIONALE,**

- Vu les ordonnances nos 1 et 2 du 14 janvier 1967 ;
Vu la loi no 58-66 du 1^{er} décembre 1958 portant statut général des fonctionnaires de la République togolaise ;
Vu le décret no 64-15 du 14 février 1964 définissant les compétences ministérielles en matière d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;
Vu les nécessités du service,

A R R E T E :

Article premier. — Des instituteurs peuvent être nommés dans les fonctions de conseillers pédagogiques, sous l'autorité des inspecteurs primaires.

Art. 2. — Les conseillers pédagogiques ont essentiellement pour mission d'assurer :

— en ce qui concerne le personnel enseignant et au cours des séances de travail, le perfectionnement pédagogique en prenant une part plus ou moins grande aux activités scolaires : leçons modèles, préparation de classe, choix et correction des devoirs, emploi des auxiliaires audio-visuels etc... ;

— en ce qui concerne le personnel de direction, la formation administrative.

Les séances de travail donnent lieu à un compte-rendu écrit adressé à l'inspecteur primaire.

Art. 3. — Les conseillers pédagogiques sont choisis et nommés par le ministre de l'éducation nationale parmi les candidats inscrits au début de chaque année sur une liste d'aptitude établie par le directeur de l'enseignement et remplissant les conditions ci-après :

— être titulaire du CAP.

— avoir atteint le grade d'instituteur principal de C.E.

— avoir été directeur d'école pendant au moins quinze années scolaires.

Art. 4. — Conformément aux dispositions de l'article 33 de la loi du 1^{er} décembre 1958, les conseillers pédagogiques bénéficient d'une indemnité pour charge administrative soumise à retenue pour pension; le taux de cette indemnité est fixé par décret.

Art. 5. — Les conseillers pédagogiques seront autorisés, au cas où aucune voiture administrative ne peut leur être affectée, à utiliser leur véhicule personnel pour les besoins du service. A cet effet, ils bénéficieront des indemnités compensatrices prévues par le décret n° 66-132 du 17 août 1966.

Art. 6. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 21 janvier 1967

B. Lambony

Engagements

N° 11-D-MEN du 21-1-67 — M. Kassim Zakari est engagé en qualité d'agent permanent 2^e catégorie échelle A.

Le traitement de l'intéressé est imputable au budget général, chapitre 26, article 11.

La présente décision prendra effet à compter de la date de sa signature.

N° 12-D-MEN du 24-1-67 — M. Barrigah Daniel, titulaire du C.A.P. est engagé en qualité d'employé de bureau 5^e catégorie, échelle A, et mis à la disposition du directeur de l'enseignement pour servir au bureau du personnel.

Le traitement de M. Barrigah est imputable sur le budget général, chapitre 26 — article 4.

La présente décision prend effet pour compter de la date de prise de service.

MINISTERE DE L'ECONOMIE RURALE

Nomination

N° 8-D-MER-Ag du 12-1-67 — M. Tevi Séwa Henry, agent contractuel, mis à la disposition du ministre de l'économie rurale par décision n° 719-MFP du 16 décembre 1966, est nommé billeteur du personnel du service de l'agriculture pour compter du 1^{er} janvier 1967 en remplacement de M. Akueson Joseph, appelé à d'autres fonctions.

Le traitement de l'intéressé sera imputable au budget général — chapitre 20 — article 4.

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

Affectation

N° 11-D-MSP du 24-1-67 — M. Placktor C. Nestor, adjoint administratif de 1^{re} classe 2^e échelon, en service au ministère de la santé publique, est mis à la disposition du directeur de la santé publique pour servir à l'institut d'hygiène du Togo (chapitre 22, article 11).

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

Reprise de service

N° 12-D-MSP du 24-1-67 — Est constatée, pour compter du 23 décembre 1966, la reprise de service de M. Agbodji Christophe, sténodactylographe permanent, en service au secrétariat des écoles paramédicales du Togo.

La situation de l'intéressé au point de vue salaire est rétablie pour compter de la même date.

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

CONSERVATION DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

Avis de demande d'immatriculation

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition aux présentes immatriculations es mains du Conservateur soussigné, dans le délai de trois mois à compter de l'affichage des présents avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal de Droit Moderne de 1^{re} Instance de Lomé et des sections d'Anécho et de Sokodé dudit tribunal.

Suivant réquisition, n° 5039, déposée le 13 décembre 1966, la dame Marie Frieda Johnson, profession de sage-femme, demeurant et domiciliée à Lomé, majeure non interdite, jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 36as 60cas, situé à Aflao, circonscription administrative de Lomé, connu sous le nom de Agbalépédogan et borné au nord par Awoudor Kossi, au sud par Awoudor Amouzou, à l'est par Awoudor Essè, à l'ouest par Kpoto Comlan.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5040, déposée le 13 décembre 1966, la dame Marie Frieda Johnson, profession de sage-femme, demeurant et domiciliée à Lomé, majeure non interdite, jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural, non

bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 26as 48cas, situé à Aflao, circonscription administrative de Lomé, connu sous le nom d'Agbalépédogan et borné au nord et à l'ouest par Awoudor Comlan, au sud par Awoudor Guinli et à l'est par la route Gakli-Agbalépédogan.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5.041, déposée le 15 décembre 1966, la dame Adorgloh A. Martine, infirmière d'Etat, demeurant et domiciliée à Lomé, majeure non interdite, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, consistant en un terrain non bâti, affectant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 3as 44cas, situé à Tokoin, circonscription administrative de Lomé et borné au nord par une rue en projet, au sud, à l'est et à l'ouest par la propriété des héritiers Dadzie.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5.042, déposée le 16 décembre 1966, le sieur Tomegah Romanus, fonctionnaires des P.T.T., demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, agissant pour le compte du sieur Norbert Comlanvi Attakuy, agent commercial à la John Walkden, à Cotonou (Dahomey), demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, consistant en un terrain bâti, affectant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 2as 98cas, situé à Lomé, commune dudit, connu sous le nom de Quartier n° 6 et borné au nord et à l'ouest par Mme Akouélé Soga (T.F. n° 205 de Lomé), au sud par la rue du colonel Marroix et à l'est par la rue de la Mission.

Il déclare que ledit immeuble appartient à M. Norbert C. Attakuy, et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5043, déposée le 16 décembre 1966, le sieur Louis Amegah, profession de magistrat, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de huit ares soixante sept centiares (8as 67cas) situé à Tokoin, circonscription administrative de Lomé, connu sous le nom de Tokoin et borné au nord par les lots n°s 3 et 4, au sud, à l'est et à l'ouest par des rues en projet.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5044, déposée le 19 décembre 1966, le sieur Honyigloh Jean, profession de commerçant, demeurant et domicilié à Tsévié, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, consistant en un terrain ayant la forme d'un rectangle, d'une contenance totale de cinq ares seize centiares (5as 16cas) situé à Tsévié, commune de Tsévié, connu sous le nom de Bégbé et borné au nord, au sud et à l'ouest par Dagnon Arnold, à l'est par une rue en projet.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5.045, déposée le 22 décembre 1966, le sieur Georges Apedo-Amah, propriétaire, demeurant et domicilié à Lomé-Nyékonakpoé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, consistant en un terrain non bâti, affectant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 51as 51cas, situé à Adjido, commune d'Anécho, connu sous le nom de Adanhounzo et borné au nord par M. Dominique Kuévidjen, au sud par la famille Apedo-Amah, à l'est par les titres fonciers n°s 4278 et 4436 R.T., et à l'ouest par MM. Henri Afandolo Dossouvi et Appolinaire Dossouvi.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5.046, déposée le 22 décembre 1966, le sieur Louis Dossa Houessou, ex-gendarme en retraite, demeurant et domicilié à Lomé, rue de Bé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, consistant en un terrain bâti, affectant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 3as 46cas, situé à Amoutivé, commune de Lomé, connu sous le nom de Doulassamé et borné au nord par la rue Kouddadjé Efoégan prolongée, au sud, à l'est et à l'ouest par la propriété Adjallé-Dadzie.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5.047, déposée le 24 décembre 1966, le sieur Geraldo Mounirou, profession de fonctionnaire, demeurant et domicilié à Lomé, mandataire de la dame Orératou Adjayi en vertu d'une procuration spéciale en date du 16 juin 1966 à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de un are soixante dix sept centiares (1a 77cas) situé à Lomé rue Thiers

n° 18, circonscription administrative de Lomé, connu sous le nom de Anagokomé et borné au nord par la parcelle n° 1 à Osséni Adjay, au sud par la rue du s/L. Guillemard, à l'est par la parcelle n° 3 aux héritiers de Kassianou et à l'ouest par la rue Thiers.

Il déclare que ledit immeuble appartient à la dame Orératou Adjayi et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5048, déposée le 3 janvier 1967, le sieur Tessilimi Nourou, profession de professeur à l'enseignement officiel, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise demande l'immatriculation au Livre foncier de la République togolaise d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de quatre ares soixante dix neuf centiares (4 a 79 ca) situé à Tokoin, commune de Lomé connu sous le nom de Tokoin et borné au nord, au sud et à l'est par la propriété Dadzie Simon, à l'ouest par une rue.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5049, déposé le 3 janvier 1967 le sieur Afanyiakossou Houndjo Clément, profession d'employé de commerce, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise demande l'immatriculation au Livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de un are quatre vingt dix sept centiares (1 a 97 ca) situé à Lomé quartier n° 1 bis, commune de Lomé connu sous le nom de Nyekonakpoé et borné au nord, à l'est et à l'ouest par les héritiers Octavino Olympio, au sud par la rue des Palmiers.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5050, déposée le 5 janvier 1967 le sieur Koffi Kodjo Mathieu, profession d'inspecteur primaire, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de six ares (6 as) situé à Tokoin, circ. administrative de Lomé, connu sous le nom de Tokoin et borné au nord par le lot n° 43, au sud par le lot n° 39, à l'est par une rue en projet et à l'ouest par le lot n° 40.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5051, (reprise de procédure de la réquisition n° 4791) déposée le 14 janvier 1965 le sieur Hermann Joseph Codjo Watson, profession de cis. à la direction de la Santé publique, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de deux hectares cinquante ares cinquante six centiares situé à Togblékopé, circ. adm. de Lomé, et borné au nord par Toglo Bayité, au sud par Amuzuvi Zangbada, à l'est par Sandji Avékon, à l'ouest par Aho Adjada.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5052, déposée le 14 janvier (reprise de procédure de la réquisition n° 4792.) le sieur Herman Joseph Codjo Watson, profession de commis à la direction de la Santé publique demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de vingt deux ares quarante deux centiares situé à Agouévé, circ. adm. de Lomé et borné au nord par Augustin Koudagbo, au sud et à l'ouest par Ahama Gavon Aziakui, à l'est par l'emprise du C.F.T.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5.053, déposée le 5 janvier, 1967 le sieur Yehouessi Adodovi Eugène, propriétaire, demeurant et domicilié à Lomé — Nyekonakpoé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble, rural, consistant en un terrain non bâti, affectant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 54 as .96 cas situé à Aflao, circ. adm. de Lomé connu sous le nom de Avédji-Agnigbé, et borné au nord par M. Doufodji Renaud, au sud par M. Sika Thomas, à l'ouest par M. Kowou Komlan.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5.054, déposée le 5 janvier, 1967 le sieur Adodovi Toviawou Yehouessi, propriétaire, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural, consistant en

un terrain non bâti, affectant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 93 as 90 cas situé à Tokoin, circ. adm. de Lomé, connu sous le nom de Klikamé-Agbalépédogan et borné au nord par Woudo Honsé, au sud par Ayaménou Afangbé, à l'est par la route Lomé-Atakpamé et à l'ouest par M. Woudo Komi.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5.055, déposée le 5 janvier 1967 le sieur Yéhouessi Adodovi Toviawou Eugène, propriétaire, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural, nu, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 23 as 78 cas situé à Tokoin, circ. adm. de Lomé connu sous le nom de Klikamé et borné au nord par Akakpo Azangbo, au sud par Eugène Yéhouessi, à l'est par Mikossokpo Aziaka et à l'ouest par Joseph Eklu Adjallé.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5.056, déposée le 5 janvier 1967 le sieur Yéhouessi Adodovi propriétaire, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 1 ha 00 a 92 cas, situé à Agnigbé-Avédji, circ. adm. de Lomé et borné au nord par Aziagbé Hassi et Akpalu Bedjra, au sud par la route de Lomé — Palimé, à l'est par Aboné Kpolu et Kpodonou Kuné et à l'ouest par Alipui Mama.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5057, déposée le 5 janvier 1967 le sieur Yéhouessi T. Adodovi Eugène, propriétaire, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 34 as 95 cas situé à Tokoin, circ. adm. de Lomé connu sous le nom de Klikamé et borné au nord par Mathey Adjano, au sud et à l'est par Zangan Kpoto, à l'ouest par Sewodo, Adjano.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5.058, déposée le 5 janvier 1967 le sieur Yéhouessi Adodovo Toviawou, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils selon son statut personnel de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 31 as 05 ca situé à Tokoin, circ. adm. de Lomé connu sous le nom de Klikamé et borné au nord par Yéhouessi Eugène, au sud par Emmanuel Gagli, à l'est par la route Lomé — Atakpamé et à l'ouest par la collectivité Kénon.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5.059, déposée le 16 janvier 1967 le sieur Lucien Olympio, procureur de la République togolaise, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble, urbain, consistant en un terrain non bâti, affectant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 8 as 25 cas situé à Nyékonakpoé, commune de Lomé, et borné au nord par le T.F. n° 1319 (T.T.), au sud par la Anippah Dossou, à l'est par M. Jean Olympio, et à l'ouest par le T.F. n° 1614 T.T.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient, et qu'il est grevé d'une hypothèque de 15.000 Marks.

Suivant réquisition, n° 5.060, déposée le 16 janvier 1967, le sieur Jean Olympio, propriétaire, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, consistant en un terrain non bâti, affectant la forme d'un triangle scalène, d'une contenance totale de 1a 76cas, situé à Nyékonakpoé, commune de Lomé et borné au nord par le T.F. n° 1318 (T.T.), au sud par la rue Anippah Dossou et à l'ouest par M. Lucien Olympio.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et qu'il est grevé d'une hypothèque de 15.000 marks.

Suivant réquisition, n° 5.061, déposée le 17 janvier 1967, la dame Sanvee Patience, revendeuse, demeurant et domiciliée à Lomé-Kodjoviakopé, 15, Allée des Eucalyptus prolongée, majeure non interdite, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural, consistant en un terrain non bâti, affectant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 13as 65cas, situé à Tokoin, circ. adm. de Lomé et borné au nord par la propriété Somali, au sud par Dakpo Agbognemis-

si, à l'est par la propriété Zigui et à l'ouest par une rue en projet.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5062, déposée le 18 janvier 1967, le sieur Désiré Agbogboe, profession d'employé à la Cica-Monoprix, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un pentagone irrégulier, d'une contenance totale de 3as 50 cas, situé à Lomé-Tokoin, circonscription administrative de Lomé, connu sous le nom de Dogbéavou et borné au nord par une rue en projet, au sud et à l'ouest par la collectivité Zankou et à l'est par l'Avenue du camp prolongée.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5063, déposée le 19 janvier 1967, le sieur Kueviakoe Henri, profession de commerçant, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un pentagone irrégulier, d'une contenance totale de 4as 15cas, situé à Tokoin, circonscription administrative de Lomé et borné au nord et à l'ouest par des rues non dénommées, au sud par William Joseph Apétsé et à l'est par Kueviakoe Martin.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5064, déposée le 19 janvier 1967, les dames Françoise-Esther Eklou-Natey, fonctionnaire et Faustine-Rita Djiyehoe, couturière, demeurant et domiciliées à Lomé, majeures non interdites, jouissant de leurs droits civils, de nationalité togolaise, demandent l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, consistant en un terrain non bâti, affectant la forme d'un triangle scalène, d'une contenance totale de 0a 34cas, situé à Bassadjé, circonscription administrative de Lomé et borné au nord par une rue non dénommée, au sud par le T.F. n° 2501 T.T., et à l'ouest par le T.F. n° 7.499 R.T.

Elles déclarent que ledit immeuble leur appartient et n'est, à leur connaissance, grevé d'aucun droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5065, déposée le 19 janvier 1967, la dame Doh Hélène, institutrice, demeurant et domiciliée à Lomé, rue de France, majeure non interdite, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble suburbain, consistant en un terrain non bâti, affectant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 6as 38cas, situé à Tokoin, circonscription administrative de Lomé, et borné au nord par une rue en projet, au sud par Alipui N'danou, à l'est par la propriété Ehlin et à l'ouest par M. Ehlin et Mme Kuevi B. Jeannette.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5066, déposée le 19 janvier 1967, la dame Kuevi Beku Jeannette, sage-femme, demeurant et domiciliée à Lomé, rue de France, majeure non interdite, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble suburbain, consistant en un terrain non bâti, affectant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 3as 84cas, situé à Tokoin, circonscription administrative de Lomé, et borné au nord par M. Emile Ehlin, au sud par Alipui N'danou, à l'est par Mme Doh Hélène, et à l'ouest par l'Avenue du Camp prolongée.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Le Conservateur de la Propriété Foncière,

E.K. Dogbé.

AVIS DE BORNAGE

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le vendredi 2 juin 1967, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, circonscription administrative de Lomé, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 3as 99cas, connu sous le nom de Tokoin et borné au nord et à l'est par des rues en projet, au sud et à l'ouest par la famille Dadzie, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Kueviakoe D. André, propriétaire à Lomé, suivant réquisition du 27 octobre 1966, n° 5.022.

Le lundi 5 juin 1967, à 8 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, Tokoin, circonscription administrative de Lomé, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 24as 04cas, connu sous le nom de

Wujiti et borné au nord par Peace, Sanvee, au sud par Zilévou Dokla, à l'est par R.T. 1629, 1627, 2019 et à l'ouest par Hamenou Avoulanyi, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Venance E.A. Gbenyedji, planteur à Lomé, suivant réquisition du 2 novembre 1966, n° 5.023.

Le jeudi 8 juin 1967 à 8 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Badja circ. adm. de Tsévié, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 20 ha 73 as 15 cas, et borné au nord par Komlavi Eklo, Avogan Michel et Dogblé Emmanuel au sud par la route Lomé Palimé, à l'est par Aplá Dégbo et à l'ouest par la route Lomé — Palimé, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Adjivon John, militaire en retraite à Lomé, suivant réquisition du 4 novembre 1966, n° 5.024.

Le vendredi 9 juin 1967 à 8 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Badja, circ. adm. de Tsévié, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 18 hectares 04 ares 29 centiares, et borné au nord par Avogah Michel, au sud par la collectivité Aplá Dégbo, à l'est par l'emprise du chemin de fer et à l'ouest par Komlavi Eklo et Dogblé Emmanuel, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Adjivon John, militaire en retraite à Lomé, suivant réquisition du 4 novembre 1967, n° 5.025.

Le jeudi 15 juin 1967 à 9 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Anié, circ. adm. d'Atakpamé, consistant en un terrain non bâti, ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 15 as 57 cas, et borné au nord par M. Michel Amekugee et la famille Boulali, au sud par la famille Boulali, à l'est par une rue et à l'ouest par la route Interterritoriale, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Seddoh P. Aloysius, propriétaire à Lomé, suivant réquisition du 7 novembre 1966, n° 5.026.

Le lundi 12 juin 1967 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Kpogan, circ. adm. de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, et complanté de palmiers à huile, d'une contenance de 5 has 95as 50 cas, connu sous le nom de Végodji et borné au sud par M. Koudayor Agbehonou, au sud par une piste, à l'est par les sieurs Souvédji Viglo, Toudji Kossanou et Akossou Yovo, et à l'ouest par les héritiers Koumondji Gbonfou, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Léopold Koku Dagbovie, mandataire de M. Peter Gaglo Dagbovie, suivant réquisition du 10 novembre 1966, n° 5.027.

Le mercredi 7 juin 1967 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin circ. adm. de Lomé, consistant en un terrain urbain non bâti, ayant la forme d'un pentagone irrégulier d'une contenance de 4 a 10 ca, et borné au nord et à l'est par des rues en projet, au sud et à l'ouest par terrain à Mlle Pauline E. Essien, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Paul Ahyi, professeur au Lycée Bonnerrière à Lomé, suivant réquisition du 23 novembre 1967, n° 5.028.

Le mercredi 7 juin 1967 à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin circ. adm. de Lomé, consistant en un terrain non bâti, affectant la forme d'un pentagone irrégulier, d'une contenance de 8 as 64 cas, et borné au nord par Hoka Gbongli Aménikpi au sud et à l'est par des rues en projet et à l'ouest par la propriété à Robert Wilson, dont l'immatriculation a été demandée par la dame Freitas Kayi Cécilia, revendeuse à Lomé, suivant réquisition du 30 novembre 1966, n° 5.029.

Le mardi 13 juin 1967 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Bè Massouhoin, circ. adm. de Lomé, consistant en un terrain non bâti, affectant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 1 ha 07 a 04 ca, et borné au nord par le canton d'Agouévé, au sud par la famille Gassesse, à l'est par la famille Akpabli, et à l'ouest par la famille Amezonli, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Gédéon Doh Donkenoo, commis au service des domaines à Lomé, suivant réquisition du 1^{er} décembre 1966, n° 5.030.

Le lundi 5 juin 1967 à 10 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin circ. adm. de Lomé consistant en un terrain non bâti, affectant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 4 ares 37 centiares et borné au nord par une rue non dénommée, au sud par la propriété Dadzie, à l'est par M. Thon Philibert, et à l'ouest par M. Kueviakoé Henri, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Kueviakoé Martin, secrétaire dactylographe à l'Ortal, à Lomé, suivant réquisition du 1^{er} décembre 1966, n° 5.031.

Le mercredi 21 juin 1967 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Akodessewa circ. adm. de Lomé consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 66 a 60 ca, et borné au nord par les héritiers Sakou Aba, au sud par Agbogbodo Hoédjinanou, à l'est par Nomenyon et à l'ouest par le T.F. n° 6738 R.T.; dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Agbokou Apéamélagno Louis, inspecteur du Trésor à Lomé, suivant réquisition du 1^{er} décembre 1966, n° 5.032.

Le vendredi 16 juin 1967, à 9 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Nuatja, circonscription administrative de Nuatja consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 14as 61cas, connu sous le nom de Adimé et borné au nord par l'Avenue Nicolas Grunitzky, au sud, à l'est et à l'ouest par les collectivités Afanvi Amégnakpo et Adjakpa Eklou, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Adogli K. Christophe, gendarme à Lomé, suivant réquisition du 1^{er} décembre 1966, n° 5.033.

Le lundi 19 juin 1967, à 9 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Nyékonakpoé, circonscription administrative de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 5as 02cas, connu sous le nom de Nyékonakpoé et borné au nord et à l'ouest par Amouzou Adodo, au sud par le titre foncier n° 3128 T. T. et à l'est par la rue de Nyékonakpoé, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Fatchao A. Michel, agent technique de la santé, mandataire de la dame Kotso Dopé Emilia, revendeuse à Lomé, suivant réquisition du 3 décembre 1966, n° 5.034.

Le mardi 20 juin 1967, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, commune dudit, consistant en un terrain bâti, affectant la forme d'un pentagone irrégulier, d'une contenance de 12as 99cas, connu sous le nom de Quartier n° 4 et borné au nord par la rue Alsace-Lorraine, au sud par M. Frédéric Torkanou, à l'est par la rue Gambetta, et à l'ouest par Mme Céline Kofiwa da Silveira, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Joseph Richard Foley Ashiongbor, commerçant à Lomé, 16 rue Alsace-Lorraine, suivant réquisition du 5 décembre 1966, n° 5.035.

Le vendredi 2 juin 1967, à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, circonscription administrative de Lomé, consistant en un terrain bâti, affectant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 3as 41cas, et borné

au nord par M. Degnissodé Tossou Justin, au sud et à l'est par la propriété Dadzie et à l'ouest par une rue, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Akpabie Marcus, commis au Trésor, à Lomé, suivant réquisition du 6 décembre 1966, n° 5.036.

Le mercredi 21 juin 1967, à 11 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Akodesséwa, circonscription administrative de Lomé, consistant en un terrain non bâti, affectant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 14has 68 as 85cas et borné au nord par MM. Atikpo et Agouzi Doméko, au sud et à l'est par M. Eugène Anthony et à l'ouest par MM. Peter Agbégo et Mivenou Apedô, dont l'immatriculation a été demandée par la dame Hodémé Sakou Aba, cultivatrice à Akodesséwa, suivant réquisition du 10 décembre 1966, n° 5.037.

Le mercredi 14 juin 1967, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, circonscription administrative de Lomé, consistant en un terrain non bâti, affectant la forme d'un pentagone irrégulier, d'une contenance de 3as 80cas et borné au nord par une rue en projet, au sud et à l'est par la propriété de M. Ehli Emile et à l'ouest par l'Avenue du Camp prolongée, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Hiagbé Kodjo Cornélius, douanier à Lomé, suivant réquisition du 10 décembre 1966, n° 5.038.

Le conservateur de la propriété foncière,
E.K. Dogbé

NECROLOGIE

Le membre du Comité de Réconciliation Nationale chargé du travail, des affaires sociales et de la fonction publique a le regret de faire part du décès de M. Kombaté Seydou, gardien de la paix 1^{re} cl. 1^{er} éch., survenu au centre national hospitalier de Lomé le 18 janvier 1967.